Rapport du Gouverneur

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

2019



À propos de la CEB

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) est une institution financière multilatérale à vocation sociale.

Fondée en 1956 par huit États membres du Conseil de l'Europe afin de trouver des solutions aux problèmes des réfugiés, elle est la doyenne des institutions multilatérales de développement européennes.

La CEB investit dans des projets sociaux qui favorisent la croissance inclusive et apportent un soutien aux populations les plus vulnérables dans toute l'Europe, tout en encourageant la durabilité environnementale.

La CEB accorde des prêts et des garanties à ses 41 États membres pour financer des projets répondant à un certain nombre de critères. Les gouvernements, les collectivités locales ou régionales et les institutions financières sont autant d'emprunteurs potentiels. Les demandes de prêt sont soumises à un examen rigoureux, et les projets s'y rapportant sont conçus et mis en œuvre dans le respect des politiques sectorielles nationales, le cas échéant.

Bien que la CEB procède d'un Accord Partiel entre des États membres du Conseil de l'Europe, elle possède une personnalité juridique distincte et est indépendante financièrement. Elle partage les principes et les valeurs du Conseil de l'Europe, lequel défend et promeut les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

■ Projets et prêts

Attentive à l'impact social des projets qu'elle finance, la CEB veille en particulier à leur qualité. L'assistance technique et le suivi qu'elle assure pendant tout le cycle des projets sont essentiels à l'efficacité de leur préparation et de leur mise en œuvre.

Un suivi rigoureux et des visites sur site permettent, une fois le financement d'un projet mis en place, de contrôler l'avancement physique des travaux, le respect des estimations de coûts et des procédures de passation des marchés, ainsi que la concrétisation des objectifs sociaux escomptés du projet. Un rapport final est élaboré à l'issue du projet. Une fois terminés, certains projets sont soumis à une évaluation indépendante.

■ Ressources

La CEB lève des fonds sur les marchés internationaux de capitaux pour se financer. Elle dispose également de ressources qui lui sont confiées par différents donateurs, membres ou non de la Banque.

Grâce à son excellente notation (AAA chez Standard & Poor's, perspective stable, AA+ chez Fitch Ratings, perspective positive[1], et Aa1 chez Moody's, perspective stable), la Banque emprunte à des conditions avantageuses, ce qui permet d'abaisser significativement le coût des prêts contractés par ses emprunteurs pour financer leurs projets sociaux.

[1]Le 3 septembre 2019, Fitch Ratings a révisé sa perspective pour la CEB de 'stable' à 'positive' et le 15 février 2019, Standard & Poor's a relevé la notation de la CEB, de "AA+, perspective positive" à "AAA, perspective stable".





Sommaire

2 À propos de la CEB

4 L'année 2019 en bref

5 Message du Gouverneur

6 Stratégie CEB 2020 – 2022 : synthèse

8 Financement de projets
9 Faits marquants
10 Soutien à la croissance durable et inclusive
19 Intégration des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants
22 Action pour le climat : développement de mesures d'atténuation et d'adaptation

26 Des investissements impactants

28 Faire progresser les connaissances sur le secteur social

30 Partenariats et Donateurs
31 Partenariats
32 Donateurs

42 Activités financières en 2019
43 Portefeuilles de trésorerie
43 Produits dérivés
44 Financement de l'activité en 2019

46 Gouvernance et Ressources humaines
47 Structure de gouvernance
48 Organigramme
49 Contrôle de la conformité
49 Audit interne
50 Évaluation
50 Responsabilité sociale d'entreprise (RSE)
51 Ressources humaines

52 Annexes projets et prêts

58 Notes au lecteur

L'année 2019 en bref

De bons résultats, conformes – voire supérieurs – aux objectifs du Plan de développement 2017-2019

€ 4 milliards de prêts approuvés

€ 13,9 millions d'investissements totaux

26% du financement total approuvé pour des mesures d'atténuation et d'adaptation en matière de changement climatique.

€ 2,8 milliards de décaissements

€ 15,4 milliards d'encours de prêts

€ 4,5 milliards de fonds levés sur les marchés de capitaux internationaux

dont € 500 millions en tant qu'obligations d'inclusion sociale

Le soutien indéfectible des donateurs internationaux et bilatéraux à nos projets, avec les contributions supplémentaires de l'Union européenne, l'Allemagne, la Norvège, l'Espagne, la République slovaque et la Suisse



Un nouveau Plan de développement pour la période 2020-2022, qui vise principalement à renforcer la croissance inclusive et à soutenir les groupes vulnérables, tout en veillant à ce que les investissements de la CEB soient durables sur le plan environnemental

Un portefeuille de projets progressivement aligné sur l'Accord de Paris relatif aux changements climatiques et, dès 2020, sur les objectifs de développement durable (ODD) pertinents

Standard & Poor's AAA, perspective "stable"
Fitch Ratings AA+, perspective "positive"
Moody's Aa1+, perspective "stable"

B– *"Prime"* par **ISS ESG**
AA *"Leader"* par **MSCI ESG**
"Outperformer" par **Sustainalytics**

L'intégration de l'égalité des sexes et de la diversité dans les politiques et processus RH de la CEB, avec pour objectif la certification EDGE Move

206 collaborateurs

33 nationalités

54% de femmes – 46% d'hommes



Message du Gouverneur

J'ai le plaisir de partager avec vous ce rapport annuel, qui donne une vue d'ensemble des activités de la CEB en 2019.

Tout comme l'année précédente, la CEB a approuvé en 2019 € 4 milliards de nouveaux prêts pour des projets sociaux, ce qui a permis de mobiliser presque € 14 milliards d'investissements totaux dans toute l'Europe. La majorité de ces investissements concernent les municipalités, les régions et les sociétés municipales ou publiques, auxquelles les gouvernements nationaux confient de plus en plus le traitement de questions sociales complexes et à long terme. L'augmentation du nombre d'emprunteurs infranationaux atteste de l'engagement de la CEB à soutenir le développement de villes et de régions européennes inclusives et durables. Dans ce cadre, la Banque met l'accent sur l'inclusion économique et sociale, l'amélioration des conditions de vie et le renforcement de la diversité.

26% du total des financements approuvés en 2019 concernent l'action en faveur du climat, y compris les mesures d'atténuation et d'adaptation pour lutter contre le dérèglement climatique. C'est trois fois plus que ce que nous avions approuvé en 2017 et cela témoigne de l'importance croissante que nous attachons à ce que nos investissements sociaux soient durables sur le plan environnemental.

L'aide aux migrants, aux réfugiés et aux personnes déplacées demeure un domaine d'intervention important pour la CEB. En 2019, le Programme régional de logement (RHP) et le Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) ont continué à donner de bons résultats, grâce au soutien constant des donateurs et à l'excellente coopération avec nos partenaires. En outre, la Banque a continué d'approuver des programmes aux objectifs multiples, qui visent à faire progresser l'inclusion sociale des migrants et des réfugiés aux côtés d'autres groupes de population vulnérables.

En 2019, la CEB a augmenté ses décaissements à € 2,8 milliards et a levé € 4,5 milliards sur les marchés de capitaux internationaux. Ce dernier montant comprend la troisième obligation d'inclusion sociale de la CEB, qui a suscité un vif intérêt. Tout cela démontre la capacité de la CEB à obtenir de bons résultats, même en étant confrontée à un environnement difficile et aux défis persistants en Europe.
La CEB a continué d'étendre sa coopération avec d'autres organisations internationales et institutions financières, par exemple par le biais d'initiatives conjointes telles que celles menées par le Comité européen des régions pour l'intégration des migrants ("Regions4Integration"). Lancée en avril 2019, l'initiative "Regions4Integration" a rapidement compté 120 membres, dont des zones rurales ainsi que des petites villes et municipalités européennes. En plus de s'engager sur des besoins de financement concrets, la CEB a activement soutenu la composante de partage des connaissances de "Regions4Integration", notamment par l'organisation d'un atelier de haut niveau à Bruxelles pendant la Semaine européenne des villes et des régions de 2019.

Avec le Plan de développement de la CEB pour 2020-2022, qui se concentre sur le renforcement de la croissance inclusive et le soutien aux groupes vulnérables, tout en veillant à ce que les investissements de la Banque soient durables sur le plan environnemental, nous avons, en 2019, formulé notre nouvelle stratégie pour les années à venir. Bien entendu, nous continuerons à apporter des solutions flexibles et intégrées pour répondre à tous les autres défis sociaux auxquels sont confrontés nos pays membres, y compris au niveau infranational. Et notre portefeuille de projets continuera à être progressivement aligné sur l'Accord de Paris relatif aux changements climatiques, ainsi que sur les objectifs de développement durable (ODD) pertinents.

La réforme interne de la CEB s'est poursuivie à un rythme soutenu, et des progrès significatifs ont ainsi été réalisés sur de nombreux volets, tels que la réorganisation de notre structure interne pour en améliorer l'efficacité, le recrutement de personnel à des postes clés de l'institution, ainsi que les mesures prises pour favoriser et promouvoir la cohésion interne, la diversité et une plus grande sensibilisation aux questions environnementales tout comme aux pratiques respectueuses de l'environnement. La CEB continue à surveiller de près son empreinte carbone et met tout en œuvre pour la réduire au minimum. Vous pourrez en apprendre davantage dans le Rapport sur la responsabilité sociale d'entreprise 2019 de la CEB.

La CEB reste pleinement engagée à servir son mandat social et j'envisage une nouvelle année marquée par des résultats solides en 2020 au bénéfice des citoyens européens.

Paris, le 2 mars 2020
Rolf WENZEL



Stratégie CEB 2020-2022
Synthèse

Un nouveau Plan de développement pour la période 2020–2022



Il définit la stratégie à moyen terme de la Banque sur la manière de renforcer la cohésion sociale comme moyen de bâtir des sociétés plus inclusives et plus durables dans ses États membres.

Notre vision du développement social

Des investissements judicieux dans le secteur social peuvent avoir des effets économiques et sociaux profondément positifs pour la société en général et pour les personnes les plus vulnérables en particulier, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Les défis à venir

- Une Europe en mutation
- Un environnement opérationnel plus exigeant





Le cap stratégique

NOS LIGNES D'ACTION

- **Croissance inclusive :** Œuvrer à garantir l'accès aux opportunités économiques afin d'assurer un avenir prospère pour tous.
- **Soutien aux groupes vulnérables :** Aider à intégrer les citoyens les plus vulnérables pour favoriser une société plus diverse.
- **Durabilité environnementale :** Soutenir une société vivable qui promeut la durabilité écologique, atténue le changement climatique et s'y adapte.



LES PRIORITÉS

- **Les objectifs de développement durable (ODD)**
- **La lutte contre le changement climatique**
- **Les relations avec le Conseil de l'Europe et la coopération européenne et internationale**



Notre approche opérationnelle

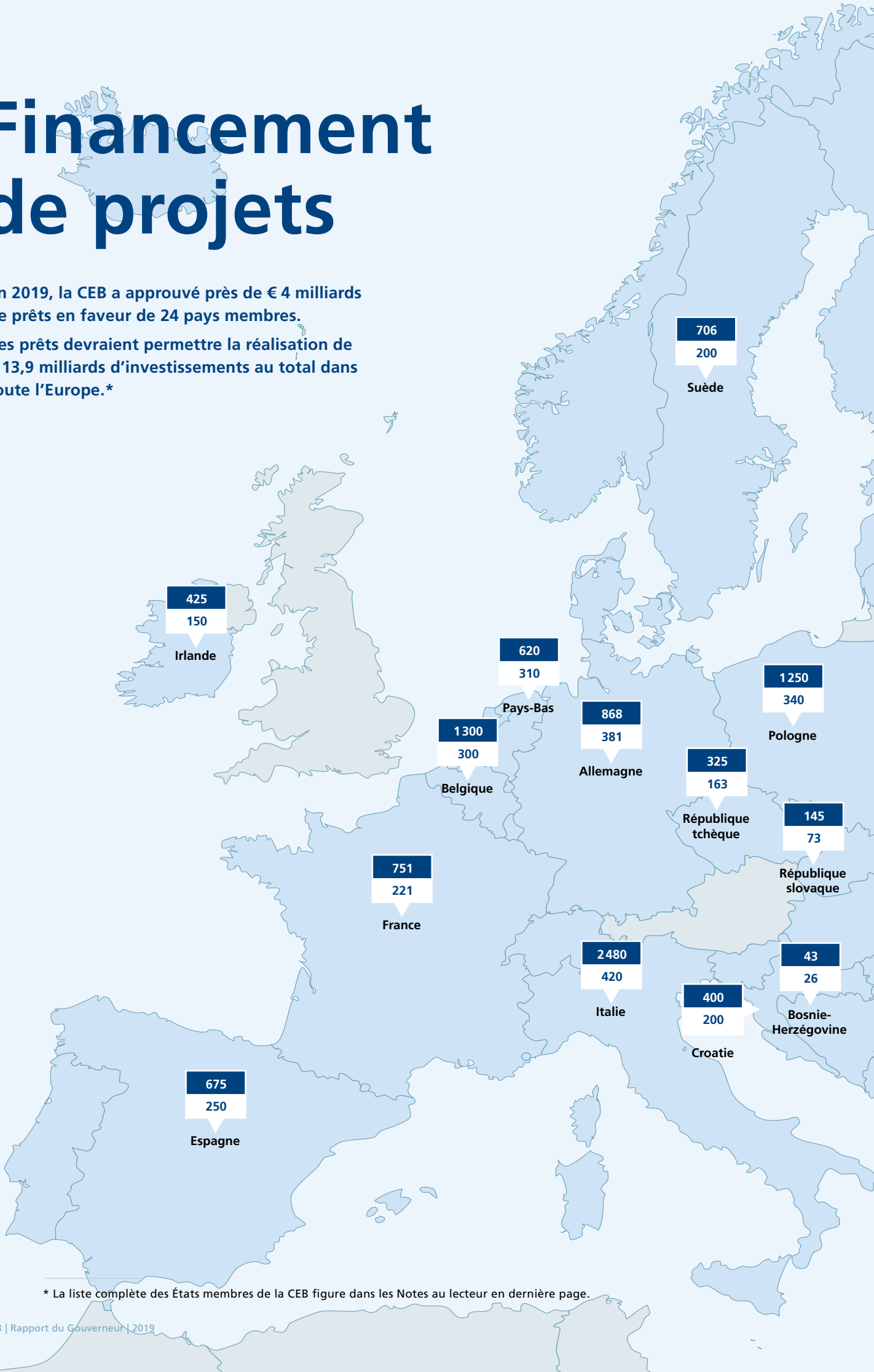


- **Accent sur les pays du groupe cible**
- **Expansion des partenariats stratégiques infranationaux**
- **Davantage de financements à destination des banques de développement nationales**
- **Des ressources adéquates pour le renforcement des capacités**
- **Des instruments financiers en phase avec les besoins de nos partenaires**
- **Rôle accru des ODD**
- **Obligations d'inclusion sociale**
- **Des investissements sociaux avec un contenu vert**
- **Responsabilité sociale d'entreprise (RSE)**
- **Niveaux de prêts prévus pour 2020-2022 équivalent à ceux du Plan précédent**

Financement de projets

En 2019, la CEB a approuvé près de € 4 milliards de prêts en faveur de 24 pays membres.

Ces prêts devraient permettre la réalisation de € 13,9 milliards d'investissements au total dans toute l'Europe.*



* La liste complète des États membres de la CEB figure dans les Notes au lecteur en dernière page.

Projets approuvés

46 projets dans 24 pays

€ 13,9 milliards d'investissements mobilisés au total

€ 4 milliards de prêts approuvés



Soutien à la croissance durable et inclusive

Les investissements de la CEB contribuent à la croissance durable et inclusive en Europe. Les projets financés au titre de cette ligne d'action ciblent le développement d'infrastructures publiques à vocation sociale, la création d'emplois et leur préservation, l'accès au marché du travail, et l'offre de solutions de logements sociaux abordables.

Les financements de la CEB soutiennent de plus en plus la mise en œuvre de solutions intégrées et flexibles pour répondre aux défis sociaux auxquels font face ses pays membres. Ainsi, les investissements en faveur des services et infrastructures du secteur social sont étroitement liés aux mesures d'atténuation et d'adaptation en matière de changement climatique ou aux actions spécifiques ciblant les personnes vulnérables. Il existe donc un certain chevauchement entre une partie des financements approuvés au titre de cette ligne d'action (croissance durable et inclusive) et ceux liés aux deux autres lignes d'action, à savoir l'Intégration des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants, et l'Action pour le climat.

BELGIQUE

Investir dans des infrastructures éducatives écologiques pour tous

Prêt : € 300 millions

Emprunteur :
Communauté française de Belgique

Bénéficiaires ciblés :
élèves et enseignants de Wallonie-Bruxelles

Avec un investissement total de plus de € 1,3 milliard, ce projet vise à agrandir et réhabiliter les infrastructures d'éducation existantes dans la Fédération de Wallonie-Bruxelles en poursuivant les objectifs suivants :

- Instaurer des environnements d'apprentissage modernes en réponse à une augmentation significative du nombre de jeunes de moins de 25 ans.
- Faciliter l'intégration des personnes handicapées en améliorant l'accessibilité des infrastructures.
- Améliorer l'intégration des enfants migrants et réfugiés, notamment au moyen de projets éducatifs spécifiques ; de nouveaux hébergements destinés aux mineurs non accompagnés seront également construits.
- Réduire l'empreinte carbone des infrastructures d'éducation actuelles et futures en appliquant des mesures relatives à l'efficacité énergétique et en prévoyant l'utilisation de sources d'énergie renouvelables.



En 2019, la CEB a approuvé 43 prêts en soutien total ou partiel à la croissance durable et inclusive. Près de 50% de ces prêts ont été octroyés à des municipalités, des régions et des entreprises municipales ou publiques auxquelles les gouvernements nationaux demandent de plus en plus d'efforts pour faire face à des défis sociaux complexes et à long terme.

L'augmentation du nombre d'emprunteurs infranationaux témoigne de l'engagement de la Banque en faveur du développement de villes et de régions européennes inclusives et durables, et de l'attention particulière qu'elle accorde à l'inclusion sociale et économique, à l'amélioration des conditions de vie et à la promotion de la diversité.



Les financements de la CEB au titre de cette ligne d'action permettent de :

- **Mettre des solutions de financement abordables à la portée des TPE-PME :** en 2019, la CEB a approuvé un financement à hauteur de € 0,8 milliard en faveur des TPE-PME. Ce financement permettra aux bénéficiaires de créer de nouvelles entreprises ou de développer des entreprises existantes en acquérant de nouvelles immobilisations productives et de construire/agrandir de nouveaux locaux. Il aidera également les entreprises à investir dans des technologies innovantes et à optimiser les processus, y compris ceux leur permettant d'améliorer leur efficacité énergétique.

  Comme en 2018, le crédit-bail fait partie des solutions de financement soutenues par les prêts de la CEB, tandis que les micro-entreprises et les foyers à bas revenus figurent toujours parmi les principales cibles de la Banque dans ce secteur.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Financement des micro-entreprises

Prêt : € 5 millions

Emprunteur : Mikrofin

Bénéficiaires ciblés :
personnes à bas revenus de Bosnie-Herzégovine, micro-entrepreneurs, en portant un intérêt particulier aux femmes entrepreneures, aux petits exploitants et aux ménages

Les micro-entreprises jouent un rôle important dans l'économie de Bosnie-Herzégovine et représentent un gisement d'emplois majeur dans ce pays où le taux de chômage dépasse sensiblement la moyenne de l'Union européenne. Ce projet aidera les micro-entreprises et les entrepreneurs indépendants à financer leurs investissements productifs et leurs activités génératrices de revenus. Quelque 3 800 micro-entreprises, exploitations agricoles et entreprises familiales, n'ayant pas accès aux systèmes bancaires traditionnels, devraient bénéficier des fonds de la CEB.

POLOGNE Solutions de crédit-bail pour les TPE-PME

Prêt : € 120 millions

Emprunteur : SG Equipment Leasing

Bénéficiaires ciblés :
TPE-PME à travers toute la Pologne

Le secteur des TPE-PME emploie plus des 2/3 de la population active totale de Pologne. Cependant, les banques traditionnelles se montrent réticentes à financer des entreprises en phase de démarrage ou récemment créées, en raison du risque généralement plus élevé lié au taux de cessation d'activité supérieur durant ces phases. L'accès au financement demeure un enjeu essentiel pour le développement des TPE-PME et un obstacle majeur à la poursuite du développement du secteur.

Ce projet permettra de financer, sous la forme de crédit-bail ou de prêts, des investissements éligibles réalisés par des TPE-PME œuvrant dans un large éventail de secteurs, tels que la construction, le commerce de gros, la vente au détail ou l'industrie (notamment manufacturière). Ainsi, il s'attachera à promouvoir la création de nouveaux emplois permanents et saisonniers, ainsi que le maintien des emplois existants. Sur la base des résultats atteints dans le cadre des précédents accords de financement avec SG Equipment Leasing, ce projet devrait permettre de soutenir environ 2 850 TPE-PME et contribuer à la création de 3 800 nouveaux emplois.

- **Amélioration des infrastructures urbaines et rurales dans l'ensemble des secteurs :** en 2019, la CEB a approuvé l'octroi de plus de € 0,6 milliard en soutien aux investissements en faveur des infrastructures urbaines et rurales, tous secteurs confondus, dans 10 de ses États membres.

  Les prêts couvrent des activités aussi variées que le développement des transports publics urbains et régionaux, la création de solutions de mobilité durable, la mise en place de systèmes de distribution d'eau et de collecte des eaux usées, la mise à disposition de logements sociaux et de soins aux personnes âgées, etc. Ils s'inscrivent dans le cadre des efforts de la CEB visant à fournir des solutions de financement flexibles et intégrées à ses partenaires qui ont mis en place des stratégies intersectorielles ou qui ont des besoins financiers pour faire face à des priorités urgentes.

  Plusieurs de ces prêts soutiennent les investissements cofinancés par l'Union européenne.





POLOGNE Investissements dans les infrastructures de la région de Świętokrzyskie

Prêt :
€ 34,2 millions

Emprunteur :
région de Świętokrzyskie

Bénéficiaires ciblés :
1,2 million d'habitants

Située dans le sud-est de la Pologne, la région de Świętokrzyskie est la deuxième plus petite région du pays. Les financements de la CEB soutiendront la Stratégie de développement 2023 de la région, où figure une série d'investissements qui lui permettront de rattraper le niveau de développement des autres régions de Pologne et de promouvoir la cohésion sociale. Ces investissements incluent l'amélioration des systèmes de transport public et des réseaux routiers, ainsi que la modernisation des infrastructures de santé. Ils amélioreront les services publics de la région et sa connectivité avec les régions alentour, permettant ainsi un meilleur accès de la population locale aux services publics et au marché de l'emploi régional.

FRANCE Solutions de mobilité durable pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

Prêt : € 100 millions

Emprunteur : Métropole Aix-Marseille-Provence

Bénéficiaires ciblés : habitants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Instituée en 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est un établissement public de coopération intercommunale regroupant 92 municipalités. Avec près de 2 millions d'habitants, la Métropole Aix-Marseille-Provence est l'agglomération la plus congestionnée d'Europe. Le projet en cours s'inscrit ainsi dans le prolongement des investissements notables réalisés ces dernières années en faveur des infrastructures de transport public et répond à la fragmentation du marché du travail local qui a multiplié les déplacements domicile-travail.

Ce projet soutient la modernisation du réseau de métro de Marseille prévue dans le cadre de l'Agenda de la mobilité de la région. Inauguré en 1977, le réseau métropolitain de Marseille comprend deux lignes, partiellement enterrées, qui desservent 28 stations et transportent près de 80 millions de passagers chaque année. À l'heure actuelle, le réseau compte 36 rames datant de 1977 ou 1984. L'ensemble des infrastructures et des véhicules sera renouvelé pour atteindre une automatisation totale et améliorer l'accès et la sécurité des passagers. Également connu sous le nom de "Neomma", ou Nouveau Métro de Marseille, ce projet devrait accroître l'utilisation des transports locaux de 50% dans toute la métropole d'ici à 2025 et réduire ainsi les émissions de gaz à effet de serre.





ALLEMAGNE

Investissements sociaux dans les zones urbaines et rurales du Land de Brandebourg

Prêt : € 150 millions

Emprunteur : Investitionsbank des Landes Brandenburg

Bénéficiaires ciblés :
personnes à bas revenus, personnes handicapées, personnes âgées, migrants et réfugiés, habitants de tous horizons vivant dans le Land de Brandebourg

Avec 2,5 millions d'habitants, le Land de Brandebourg est le dixième État le plus peuplé d'Allemagne. Reconstitué en 1990 dans l'élan de la réunification allemande, cet État se compose de zones fortement industrialisées et de zones rurales. Ce projet prévoit la mise à disposition d'habitats locatifs abordables grâce à la construction de nouveaux logements et à la rénovation de logements existants. Ces nouveaux logements bénéficieront notamment aux familles avec enfants, aux personnes handicapées, aux personnes âgées, aux migrants, aux réfugiés et aux personnes déplacées.

En outre, les financements de la CEB soutiendront les investissements sociaux dans les zones urbaines et rurales à travers tout le Land de Brandebourg. Ils permettront notamment la modernisation des écoles, des réseaux routiers et des systèmes de transport public grâce, entre autres, au développement des services et infrastructures numériques.

- **Éducation et formation professionnelle :** en 2019, la CEB a mobilisé plus de € 0,6 milliard pour soutenir la construction et la réhabilitation des infrastructures éducatives dans quatre de ses États membres. Les investissements à venir porteront aussi bien sur les crèches, les écoles maternelles et les installations sportives que sur les centres de recherche de pointe et les établissements de formation professionnelle. Tous les programmes prévoient des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique, tandis qu'un programme en particulier comprendra des actions spécifiques de prévention des catastrophes (séismes en l'occurrence).



ITALIE Investissements en faveur de la résilience des infrastructures éducatives

Prêt :
€ 300 millions

Emprunteur :
Cassa Depositi e Prestiti

Bénéficiaires ciblés :
élèves et enseignants à travers toute l'Italie

Les financements de la CEB dans le cadre de ce projet contribueront à moderniser, rénover et améliorer la sécurité en milieu scolaire sur l'ensemble du territoire italien, et à protéger en particulier les établissements scolaires des dégâts sismiques et autres dommages. Par ailleurs, les capacités des écoles primaires et secondaires seront accrues afin de permettre une éducation de meilleure qualité pour tous.

Les financements soutiendront la mise en œuvre du Plan de construction d'écoles italien, un programme de € 2,7 milliards d'investissement soutenu par d'autres institutions européennes et instances financières internationales. Cassa Depositi e Prestiti (CDP) recevra les financements et les distribuera aux municipalités, provinces et agglomérations par l'intermédiaire des régions (divisions administratives de premier niveau en Italie), en fonction de l'ordre de priorité établi par ces dernières et défini dans le plan d'investissement scolaire pour la période 2018-2020.

IRLANDE

Logements sociaux à faible consommation énergétique

Prêt : € 150 millions

Emprunteur : Housing Finance Agency

Bénéficiaires ciblés :
organismes de logement agréés et collectivités locales responsables de l'offre de logements sociaux en Irlande

Ce projet vise à aider l'Irlande à faire face à la hausse de la demande de logements sociaux intervenue au cours de la dernière décennie. Plus précisément, il apportera une partie du financement sollicité par les organismes de logement agréés et les collectivités locales pour construire de nouveaux logements à faible consommation énergétique et pour rénover les logements sociaux locatifs existants à travers toute l'Irlande, au cours de la période 2019-2022. Les familles à bas revenus, les bénéficiaires de prestations sociales, les personnes âgées, les personnes handicapées et les sans-abris pourront bénéficier de ces nouveaux logements.

Le projet s'appuie sur une collaboration antérieure dans ce secteur avec Housing Finance Agency. Par ailleurs, il s'intègre au plan du Gouvernement visant à intensifier et accroître l'octroi de logements sociaux de 47 000 unités à l'horizon 2021, dans le cadre de l'initiative *Rebuilding Ireland: Action Plan for Housing and Homelessness* (juillet 2016).



- **Solutions de logements sociaux et abordables :** la CEB finance des solutions de logement durables et abordables à destination des populations vulnérables, à savoir les familles à bas revenu ou monoparentales, les personnes déplacées, les migrants et réfugiés, les personnes âgées, les personnes handicapées, etc. Pendant la seule année 2019, la Banque a approuvé près de € 0,5 milliard de financements en faveur de solutions de logements sociaux abordables en Allemagne, en Irlande et au Monténégro.

  Toutes les activités de rénovation prévoient des mesures avancées visant à améliorer l'efficacité énergétique. Dans le cadre de l'un des projets prévus, à savoir l'extension du portefeuille de logements sociaux abordables, les financements de la CEB contribueront également à préserver le patrimoine architectural de la ville.



ESTONIE

Établissements psychiatriques de pointe

Prêt : € 25 millions

Emprunteur :
Centre médical d'Estonie du Nord

Bénéficiaires ciblés :
patients et personnel médical en Estonie

Dans le cadre de ce projet, un établissement psychiatrique moderne sera construit sur le campus de médecine du Centre médical d'Estonie du Nord (le plus grand hôpital d'Estonie). Une fois mis en service, le nouvel établissement permettra aux patients de recevoir des traitements appropriés dans les différentes spécialisations, en conformité avec les normes européennes les plus élevées en matière de traitement psychiatrique. Près de 3 200 patients hospitalisés et 85 000 patients externes devraient bénéficier chaque année de cette nouvelle infrastructure et de ses services.

La nouvelle clinique de pointe améliorera considérablement les conditions de travail du personnel et pourrait même encourager les spécialistes en psychiatrie actuellement expatriés à revenir dans leur pays. Les différentes dimensions de l'efficacité énergétique seront prises en compte lors de la conception et de la construction du nouvel établissement.

- **Investissements en faveur des infrastructures et services de santé :** investir dans la santé publique et valoriser ainsi le capital humain, tout en favorisant un accès équitable aux soins de santé constituent des actions essentielles, garantes de la cohésion sociale en Europe. Construire des hôpitaux et des établissements de soins permanents pour les personnes âgées et les personnes handicapées, et acquérir des équipements médicaux modernes figurent parmi les priorités de la CEB.

  Outre les investissements intersectoriels en faveur des infrastructures urbaines et rurales mentionnés précédemment, qui portent souvent sur des composantes de ce secteur, la Banque a approuvé l'allocation de plus de € 100 millions destinés à des projets de santé spécifiques en Bosnie-Herzégovine, en France, en Estonie et en Serbie. Ces projets se concentrent sur les services ou cliniques psychiatriques et pédiatriques, ainsi que sur la modernisation des centres de recherche de pointe.

- **Garantir des conditions de détention dignes :** le prêt supplémentaire de € 10 millions approuvé en 2019 dans ce secteur participera à l'achèvement du nouvel établissement pénitentiaire de Chișinău. Il mettra également en place des structures conformes aux Règles pénitentiaires européennes (RPE) et proposera une formation adaptée au personnel concerné. Ce prêt joue donc un rôle majeur en aidant le Gouvernement de la République de Moldova à améliorer le contexte de détention actuel, caractérisé par des conditions de surpopulation et d'insalubrité.

> ***Les investissements de la CEB contribuent à la croissance durable et inclusive de l'Europe.***

€ 2,7 milliards de prêts approuvés

€ 10,5 milliards investis au total

Intégration des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants

L'aide aux réfugiés, aux migrants et aux personnes déplacées est l'une des priorités statutaires de la CEB. Le soutien de la CEB au titre de cette ligne d'action comprend l'aide d'urgence et le financement à long terme des projets d'inclusion sociale.

Les actions à long terme s'inscrivent souvent dans le cadre de programmes multisectoriels intégrés. En 2019, la CEB a approuvé l'octroi de plusieurs prêts visant à contribuer à l'intégration des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants en Belgique, en Allemagne, en Espagne et en Suède. Ces fonds permettront de fournir plus de logements sociaux, de donner un accès équitable à l'éducation et à la formation professionnelle, d'améliorer les compétences en matière d'entrepreneuriat et d'offrir aux TPE-PME des conditions de financement abordables.

Les prêts relevant de cette ligne d'action viennent compléter les activités entreprises grâce aux subventions du Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) géré par la CEB, ainsi que celles de l'Union européenne et d'autres donateurs bilatéraux de la CEB.

ESPAGNE

Promouvoir la cohésion sociale au moyen du micro-crédit

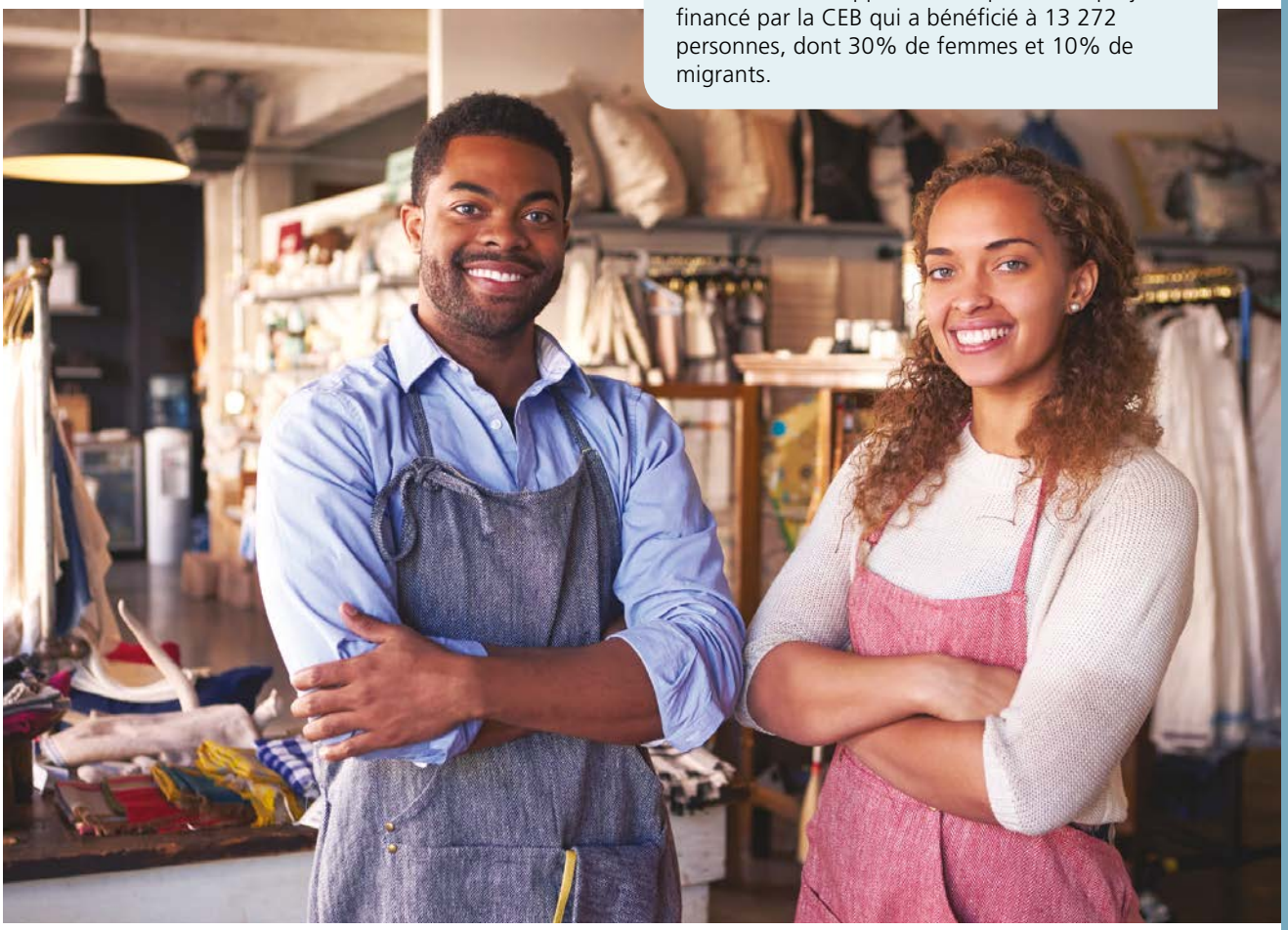
Prêt : € 100 millions

Emprunteur : Nuevo MicroBank

Bénéficiaires ciblés :
petites entreprises, micro-entreprises et particuliers à travers toute l'Espagne

Malgré une tendance à la baisse ces dernières années, le taux de chômage de l'Espagne s'élevait encore à 14,7% fin 2019. Au sein de la communauté des migrants non originaires de l'UE (près de 5% de la population totale), le taux de chômage est passé à 25%.

Ce projet vise à soutenir la création d'emplois et à améliorer la cohésion sociale en Espagne en facilitant l'accès aux ressources financières pour les petites entreprises, les micro-entreprises et les particuliers, tels que les immigrants et les familles en situation vulnérable qui n'ont pas – ou pratiquement pas – accès au système bancaire traditionnel. Il s'appuie sur un précédent projet financé par la CEB qui a bénéficié à 13 272 personnes, dont 30% de femmes et 10% de migrants.



SUÈDE Écoles maternelles et écoles primaires de Stockholm

Prêt : € 200 millions

Emprunteur : ville de Stockholm

Bénéficiaires ciblés :
élèves et enseignants vivant à Stockholm, y compris les migrants et les réfugiés

Avec ses 950 000 habitants, la ville de Stockholm est la plus grande de Suède. Sa population est en croissance constante et devrait atteindre le cap de 1,3 million d'ici à 2040. Plus de 32% de la population totale de Stockholm est considérée comme étant issue de l'immigration ou d'origine non suédoise. Le projet vise à apporter les ressources supplémentaires nécessaires dans les écoles maternelles et primaires afin de faire face à l'augmentation du nombre d'élèves et d'accompagner la mise en place impérative de dispositifs éducatifs spécifiques favorisant l'intégration des enfants migrants et réfugiés. Concrètement, le projet soutiendra la construction de 36 nouveaux scolaires, ainsi que la restauration, la rénovation et l'agrandissement de 36 autres établissements dans les 14 districts de Stockholm. L'investissement engendrera 18 000 places supplémentaires pour les élèves et se traduira par une amélioration des environnements d'apprentissage.





ALLEMAGNE Logements sociaux à Nuremberg

Prêt :
€ 110 millions

Emprunteur :
wbg Nürnberg GmbH Immobilienunternehmen

Bénéficiaires ciblés :
personnes à bas revenus, personnes âgées, personnes handicapées, étudiants, familles monoparentales, migrants et réfugiés

Deuxième ville du Land de Bavière par sa superficie, Nuremberg a connu ces dernières années une croissance démographique importante due à l'immigration intérieure et européenne, ainsi qu'à l'arrivée d'un grand nombre de réfugiés non européens. L'initiative financera les sous-projets relatifs aux logements sociaux, dont la construction de 819 logements, la modernisation des habitations et l'acquisition d'unités de logement, de terrains et de logements existants. La rénovation des logements les rendra plus accessibles aux personnes handicapées et améliorera leur efficacité en matière de consommation d'énergie et d'eau.

L'aide aux réfugiés, aux migrants et aux personnes déplacées est l'une des priorités statutaires de la CEB.

€ 200 millions de prêts approuvés

€ 0,8 milliard investi au total

De plus amples informations sur les activités subventionnées en 2019 au titre de cette ligne d'action figurent dans la partie consacrée aux donateurs du présent rapport.

Action pour le climat : développement de mesures d'atténuation et d'adaptation

La CEB soutient des projets visant à réduire les émissions de carbone et à renforcer la résilience des communautés face aux conséquences du changement climatique. Elle s'attache également, avec ses partenaires, à intégrer les questions climatiques dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble des projets. À cette fin, et pour permettre la mise en conformité progressive de ses opérations avec l'Accord de Paris, la CEB a instauré un système de sélection et de suivi des projets qui promeut les principes suivants :

- veiller à ce que les projets soient alignés sur les mesures nationales de réduction des émissions ;
- identifier les risques climatiques physiques et assurer la résilience accrue des projets au changement climatique ;
- donner la priorité au financement de la lutte contre le changement climatique, le cibler et en rendre compte ;
- examiner, suivre et rendre compte sur la base d'indicateurs du changement climatique.

La CEB entend soutenir des projets de lutte contre le changement climatique socialement inclusifs. Autrement dit, la Banque s'attache à optimiser les avantages sociaux lorsqu'elle finance des projets d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique.

En 2019, la CEB a approuvé plus de € 1 milliard de prêts au titre de cette ligne d'action, soit 26% des financements totaux approuvés au cours de cette année. Ces financements concernent soit des projets individuels, soit des volets de projets. Sur ce milliard, € 703 millions sont consacrés à l'atténuation des changements climatiques et € 334 millions aux mesures d'adaptation.

LITUANIE

Amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments résidentiels

Prêt : € 100 millions

Emprunteur : Gouvernement

Bénéficiaires ciblés : habitants de Lituanie, notamment les personnes à bas revenus

Le parc immobilier résidentiel de Lituanie compte environ 39 000 immeubles d'habitation collective, soit 800 000 appartements. Sur l'ensemble de ces appartements, 90% ont été construits selon les normes techniques antérieures à 1993 et tendent à afficher de faibles performances énergétiques en raison des carences en matière i) de résistance thermique des enveloppes des bâtiments, ii) d'efficacité des systèmes de chauffage et iii) de ventilation. La consommation annuelle d'énergie consacrée au chauffage dans ces bâtiments est deux fois plus élevée que celle des immeubles d'habitation collective construits après 1993.

Le projet soutiendra l'amélioration de l'efficacité énergétique et la modernisation de près de 230 immeubles d'habitation collective dans toute la Lituanie. Environ 8 000 à 9 000 foyers bénéficieront directement d'une meilleure qualité de vie, de conditions de logement plus confortables et d'une réduction des dépenses énergétiques. Par ailleurs, cette modernisation devrait empêcher l'émission de quelque 15 000 tonnes de CO_2.





SERBIE

Investissements en faveur de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement durable

Prêt : € 200 millions

Emprunteur : Gouvernement

Bénéficiaires ciblés : habitants de Serbie

Ce prêt servira à financer des investissements en matière d'approvisionnement en eau et de gestion des eaux usées, conformément au plan d'adaptation au changement climatique de la Serbie. Concernant l'approvisionnement en eau, les fonds permettront de moderniser le réseau au moyen de mesures prioritaires mises en place dans 60 municipalités. Ces mesures réduiront les pertes d'eau, élargiront la couverture des services d'approvisionnement en eau et amélioreront la qualité de l'eau pour 2 millions de personnes, soit près de 30% de la population de Serbie.

Le programme d'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement bénéficie d'un don d'assistance technique de € 1,1 million. D'un montant total de € 250 000, ce don est financé par les contributions du Fonds italien pour des projets innovants, du Compte slovaque pour la croissance inclusive et du Compte espagnol pour la cohésion sociale. Vient s'y ajouter l'apport du Compte de dividendes sociaux de la CEB à hauteur de € 350 000.



GRÈCE Mesures de prévention des inondations

Prêt :
€ 70 millions

Emprunteur :
Gouvernement

Bénéficiaires ciblés :
habitants de l'Attique, de la Macédoine centrale et du Péloponnèse

Ces dernières années, la Grèce a subi de graves inondations dues à d'importantes précipitations, qui ont fait des victimes et ont considérablement endommagé les infrastructures et les habitations. Le prêt accordé par la CEB financera des mesures de prévention des inondations prévues dans le cadre du plan gouvernemental de gestion des risques d'inondations, telles que la construction de canaux de drainage, de conduites d'évacuation et de structures de retenue des eaux. Ces initiatives amélioreront la résilience de la Grèce face aux épisodes d'inondations, qui devraient se multiplier et s'intensifier dans les années à venir. Elles atténueront par ailleurs l'impact des changements climatiques pour les habitants des régions concernées. Elles permettront également de protéger les sites archéologiques – constitutifs du riche patrimoine culturel du pays –, situés dans les zones inondables, à l'instar du sanctuaire d'Artémis de Vravrona.

La CEB soutient des projets visant à réduire les émissions de carbone et à renforcer la résilience des communautés face aux changements climatiques.

€ 2,6 milliards investis au total

€ 1 milliard de prêts approuvés

ITALIE **Investissements en faveur de l'adaptation aux changements climatiques et de la préparation aux catastrophes**

Prêt : € 50 millions

Emprunteur : ville de Gênes

Bénéficiaires ciblés : habitants de Gênes

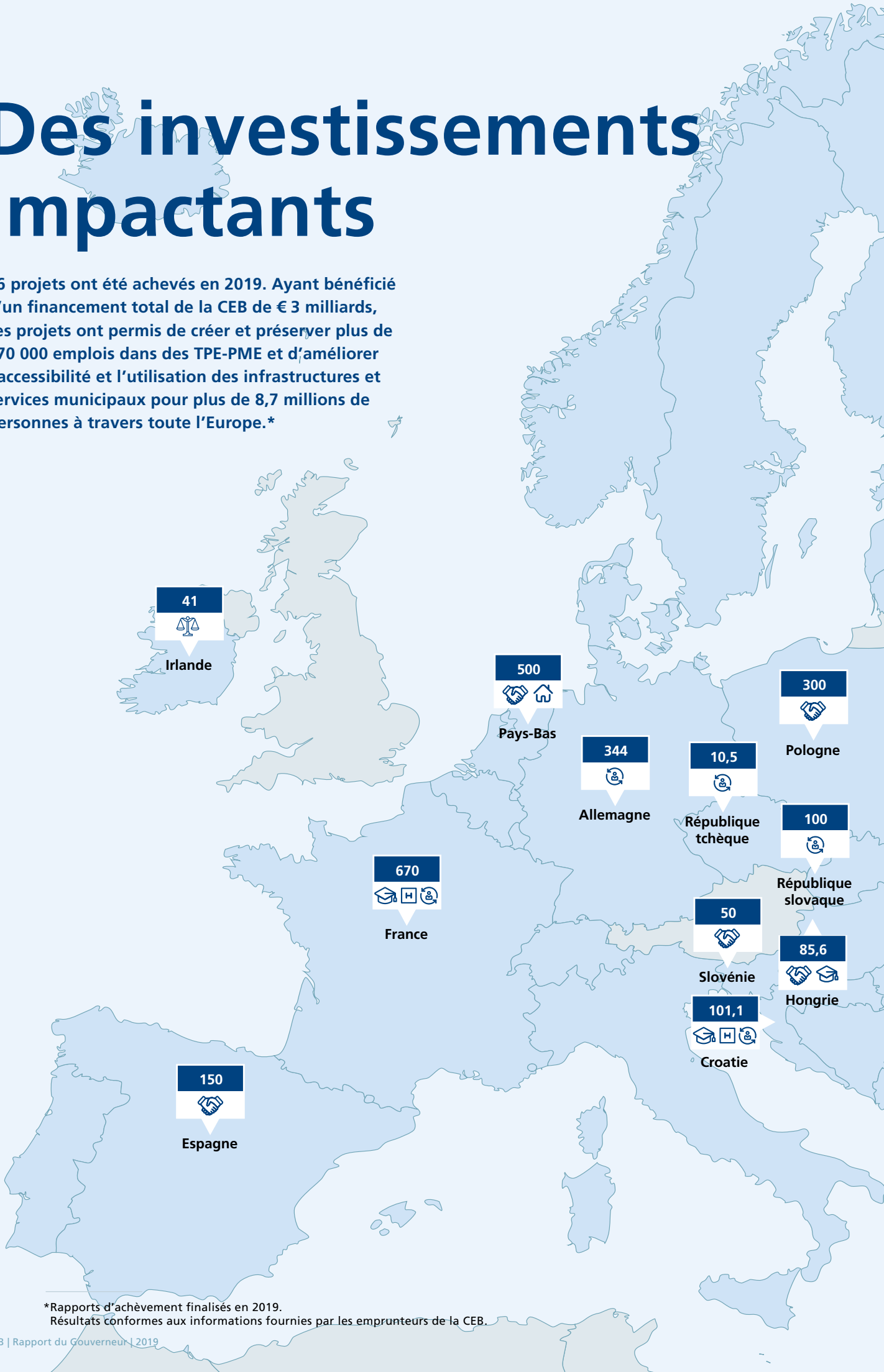
Ce projet aidera la ville de Gênes à réaliser des investissements essentiels pour accroître sa résilience et réduire sa vulnérabilité face aux catastrophes naturelles. Plus spécifiquement, il permettra d'atténuer les conséquences du changement climatique, telles que les inondations et les glissements de terrain, auxquels la ville est particulièrement exposée en raison de sa topographie urbaine. Les investissements répondront également à la vulnérabilité économique engendrée par la raréfaction de la main-d'œuvre et aux défis sociaux liés au vieillissement de la population de la ville.

Le soutien de la CEB intervient à un moment crucial pour Gênes, après le tragique effondrement du pont Morandi en 2018 qui a fait de nombreuses victimes et affecté la population de l'ensemble de l'agglomération.



Des investissements impactants

36 projets ont été achevés en 2019. Ayant bénéficié d'un financement total de la CEB de € 3 milliards, ces projets ont permis de créer et préserver plus de 370 000 emplois dans des TPE-PME et d'améliorer l'accessibilité et l'utilisation des infrastructures et services municipaux pour plus de 8,7 millions de personnes à travers toute l'Europe.*



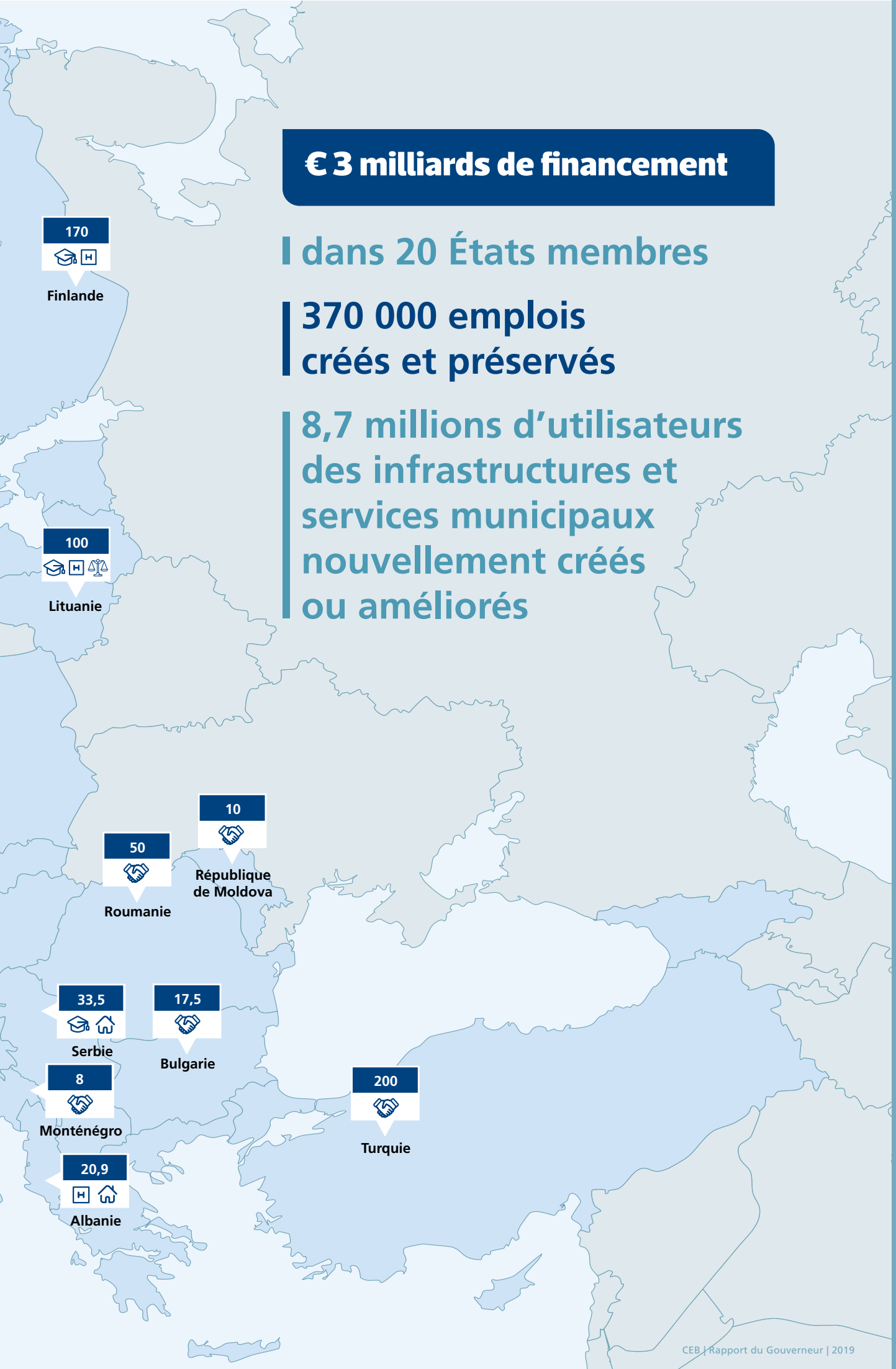
*Rapports d'achèvement finalisés en 2019.
Résultats conformes aux informations fournies par les emprunteurs de la CEB.

€ 3 milliards de financement

dans 20 États membres

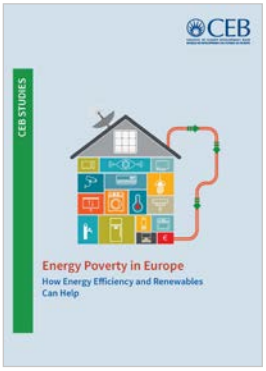
370 000 emplois créés et préservés

8,7 millions d'utilisateurs des infrastructures et services municipaux nouvellement créés ou améliorés



Faire progresser les connaissances sur le secteur social

Outre son rôle de conseil sur des projets spécifiques, la CEB met en évidence et promeut les bonnes pratiques ainsi que l'adoption des normes internationales tout en encourageant l'innovation sectorielle. Cette démarche aide les parties prenantes des projets à analyser les stratégies relatives au secteur social, à optimiser les projets en cours et futurs, et à maximiser ainsi les retombées sociales et environnementales des financements de la Banque.



Comment garantir de meilleures conditions de vie ?

Une étude sur ***la pauvreté énergétique en Europe*** montre que les améliorations en matière d'efficacité énergétique et les politiques réglementaires dans ce domaine contribuent à la réduction de la consommation d'énergie par les ménages et à la baisse des taux de précarité énergétique. Selon les résultats économétriques, une hausse de 10% du niveau de l'efficience énergétique des ménages permettrait à ces derniers de réduire leurs dépenses en énergie de 2,4% à 7,1%. En outre, à moyen terme, après l'adoption et la mise en œuvre par les pouvoirs publics d'une politique cadre à impact élevé établissant des normes réglementaires minimales sur l'efficience énergétique des ménages, ces derniers pourraient voir leur consommation d'énergie baisser de 4,4%.



Le Brief technique ***Investing in Energy Efficient Renovation for a Low Carbon Future*** (Investir dans la rénovation écoénergétique pour un avenir sobre en carbone – en anglais) étudie comment la CEB pourrait déployer ses activités en faveur de l'amélioration de l'efficacité énergétique et présente quelques domaines dans lesquels le soutien de la Banque à des entités publiques, des propriétaires de logements et des petites et moyennes entreprises (PME) pourrait optimiser l'impact social et environnemental des investissements financés.



Comment développer les logements sociaux et abordables en Europe ?

Le Brief technique ***Social and Affordable Housing Provided by Non-Profit Private Organizations in Europe*** (Logements sociaux et abordables fournis par des organisations privées à but non lucratif en Europe) examine la crise de l'accessibilité au logement en Europe et se fonde sur l'expérience de la Banque dans ce secteur. Le brief étudie la manière dont des organismes privés à but non lucratif contribuent à fournir des logements locatifs sociaux et abordables à travers quatre modèles différents, susceptibles d'inspirer différents pays afin de garantir des solutions de logement abordables et de bonne qualité pour tous.



> ***"Le Brief [Investir dans des environnements d'apprentissage efficaces] ainsi que le rapport et le court résumé sont tous excellents et très utiles pour mon unité de développement d'infrastructures et lorsqu'il s'agit d'élaborer le déroulement de projets de construction."***
>
> Merja Narvo-Akkola, Responsable du développement d'infrastructures - Services Culturels et Pédagogiques, Ville d'Espoo

Comment tirer le meilleur parti des bâtiments scolaires et améliorer les espaces d'apprentissage ?

Le rapport ***Conception d'établissements scolaires et d'espaces d'apprentissage en Seine-Saint-Denis, France*** présente les principaux résultats et recommandations de l'examen thématique des investissements du département de la Seine-Saint-Denis (France) dans les infrastructures du premier cycle de l'enseignement secondaire (collèges). Cette analyse, disponible en anglais et en français, reconnaît l'excellente qualité des travaux de construction et de rénovation, du matériel informatique et pédagogique, ainsi que des salles de sport et des installations récréatives, et se montre sensible à l'attention portée à l'accès des élèves handicapés. Elle suggère également des ajustements de conception futurs et propose plusieurs solutions qui permettraient aux enseignants et aux élèves de tirer pleinement parti du potentiel pédagogique des espaces novateurs déjà disponibles. Cette étude s'inscrit dans une série de publications consacrées aux environnements d'apprentissage innovants.

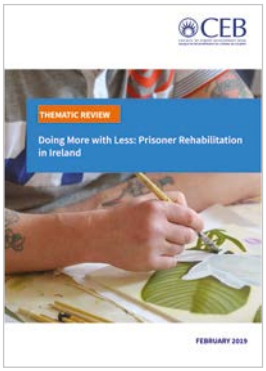
Environnements d'apprentissage innovants

Ce concept est associé à une nouvelle vision de l'éducation axée sur la création d'un continuum d'apprentissage ou d'un environnement global d'apprentissage. Il entend délaisser les salles de classe traditionnelles (rangées de bureaux, tableau noir et succession de cours déterminés) au profit d'un apprentissage guidé par les enseignants. Non seulement ces nouveaux environnements favoriseraient la réussite scolaire, mais ils sont également censés faciliter l'appropriation de l'espace scolaire par les élèves et leur famille, et donc contribuer à l'avènement d'une communauté plus vaste autour de l'école.



Comment les IFI pourraient-elles mieux soutenir la microfinance en Europe ?

Le Brief technique ***Supporting Inclusion in Europe through Microfinance*** (Soutenir l'inclusion en Europe grâce à la microfinance – en anglais), rédigé en collaboration avec le Réseau Européen de la Microfinance, s'appuie sur les opérations de microfinancement réalisées par la CEB à ce jour et sur les échanges de la Banque avec d'autres institutions financières internationales (IFI) européennes. Ce document explore les différentes manières pour les IFI de soutenir les institutions de microfinancement permettant ainsi à ces dernières d'atteindre leurs objectifs sociaux et financiers.



Comment garantir une réinsertion effective des détenus ?

Le revue thématique ***Doing More with Less: Prisoner Rehabilitation in Ireland*** (En faire plus avec moins de moyens : la réinsertion des détenus en Irlande – en anglais) présente une étude de cas du système de réhabilitation des prisons irlandaises. Cette analyse thématique aborde en particulier les différentes réformes menées en Irlande en période d'austérité afin de rendre compte des bonnes pratiques concernant la réinsertion des détenus, leur resocialisation et la lutte contre la récidive.

Toutes les publications de la CEB sont disponibles à l'adresse suivante : https://coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/

Partenariats et Donateurs



Partenariats

En 2019, la CEB a continué de renforcer sa coopération avec des institutions de financement multilatérales analogues et d'autres organisations internationales présentant un intérêt pour les activités essentielles de la Banque.

■ Union européenne

L'Union européenne (UE) reste un partenaire privilégié de la CEB ainsi que son principal bailleur de fonds. Le partenariat avec l'UE vise à promouvoir une croissance durable et inclusive en Europe, en mettant l'accent sur les actions qui contribuent à l'inclusion sociale des personnes les plus vulnérables et favorisent l'emploi, l'éducation et la formation, l'égalité de sexes et le développement durable.

À ces fins, l'association de prêts et de dons demeure un instrument crucial qui, en créant un effet de levier, permet le financement de projets plus importants ou plus complexes. Certains prêts accordés par la CEB en 2019 se combinent aux subventions de l'UE et devraient ainsi permettre de réaliser plus de € 3 milliards d'investissements.

La Commission européenne a proposé la CEB comme l'un des partenaires de mise en œuvre dans le Fonds InvestEU, censé remplacer le Fonds européen pour les investissements stratégiques ("Plan Juncker") à partir de 2021. Au cours de l'année 2019, la CEB s'est attachée à répondre aux exigences opérationnelles liées à cette nouvelle proposition de statut.

La CEB a également continué à suivre de près le projet de structure de financement du nouvel instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale (NDICI) de l'Union européenne.

Certains prêts accordés par la CEB en 2019 se combinent aux subventions de l'Union européenne et devraient ainsi permettre de réaliser plus de € 3 milliards d'investissements.

■ Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

La CEB a le statut d'observateur permanent à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) depuis 2018. Non seulement la Banque a participé à la 25ème Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP25), mais elle s'est également efforcée d'aligner davantage son portefeuille de projets sur les objectifs de l'Accord de Paris tout au long de l'année 2019. Elle a ainsi continué à améliorer ses procédures de sélection afin d'intégrer dans tous ses projets des critères de durabilité environnementale et des mesures d'atténuation et d'adaptation en matière de changement climatique. La Banque a, par ailleurs, défini un cadre opérationnel qui permettra d'évaluer sa contribution à la réalisation des principaux objectifs de développement durable (ODD) à partir de 2020.

■ Réseaux européens d'intégration des migrants et des réfugiés

En 2019, la CEB a activement contribué à deux initiatives pilotées par l'UE portant sur l'intégration des migrants et des réfugiés : le Partenariat urbain pour l'inclusion des migrants et des réfugiés ("Partenariat pour l'inclusion") et l'initiative Villes et régions pour l'intégration des migrants ("Regions4Integration").

Le Partenariat pour l'inclusion a été lancé en 2016 sous la présidence néerlandaise de l'UE. En 2019, ses travaux ont consisté à identifier les bonnes pratiques en matière d'intégration sur le marché du travail, notamment pour les réfugiés et les migrants les plus vulnérables, et à définir la voie à suivre en s'appuyant sur les résultats d'un exercice d'évaluation entrepris au cours de l'année. L'expérience de la CEB dans ce secteur continuera à guider les activités du Partenariat.

L'initiative "Regions4Integration" a été lancée en avril 2019 par le Comité européen des régions. Il s'agit d'une plateforme politique permettant aux maires et aux responsables régionaux européens de présenter des exemples positifs d'intégration des migrants et des réfugiés, de partager des connaissances et des bonnes pratiques et de promouvoir la diversité en tant que valeur ajoutée favorisant l'inclusivité urbaine et la cohésion sociale. Contrairement au Partenariat pour l'inclusion, qui fonctionne avec un nombre limité de membres et s'intéresse essentiellement aux grandes villes, l'initiative Regions4Integration compte désormais plus de 120 membres et entend donner voix au chapitre aux régions (y compris en zone rurale) et aux petites villes. Outre son engagement sur des besoins concrets en matière de financement, la CEB a soutenu activement la composante de l'initiative relative au partage des connaissances, notamment en organisant un atelier à Bruxelles pendant l'édition 2019 de la Semaine européenne des régions et des villes.

■ Harmonized Indicators for Private Sector Operations

L'initiative *Harmonized Indicators for Private Sector Operations* (HIPSO) se compose de 26 institutions financières multilatérales (dont l'IFC, la BEI et la BERD) et de plusieurs banques nationales de développement. Elle a pour but de définir un ensemble harmonisé d'indicateurs de résultats pouvant être utilisés par toutes les institutions financières participantes. Ce cadre consensuel permettra de réduire la charge de déclaration des emprunteurs et d'accroître la capacité des institutions financières à apprendre de leurs expériences respectives.

La CEB a participé en octobre 2019 à la réunion annuelle de l'HIPSO, lors de laquelle tous les indicateurs de l'initiative ont été révisés afin de mieux rendre compte des retombées au niveau des projets et des marchés, mais également des retombées indirectes ou induites. Les nouveaux indicateurs seront utilisés, comme il convient, à partir du premier semestre 2020.

■ Partenariats dans le domaine de la santé et des services sociaux

Le *Social Health Protection Network* (P4H) est un réseau mondial de protection sociale et de financement de la santé créé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'Association européenne des prestataires de services pour personnes en situation de handicap (EASPD) est une organisation à but non lucratif qui agit en faveur de l'égalité des chances pour les personnes handicapées. Elle compte parmi ses membres quelque 17 000 services sociaux ainsi que les associations qui les fédèrent.

En 2019, la Banque a continué d'aider le P4H et l'EASPD en leur apportant son expertise en matière de systèmes de santé et de services sociaux en Europe.

■ Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales

L'Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales est une initiative de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'organisme Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), financée entre autres par la CEB. Il a pour objectif d'encourager le dialogue et les partenariats entre les gouvernements nationaux, les institutions internationales et les collectivités territoriales en vue d'améliorer les finances de ces dernières.

En 2019, l'Observatoire a publié un rapport détaillé contenant des données sur les finances des collectivités et l'organisation territoriale dans plus de 120 pays. Les informations et les données de l'Observatoire, notamment sa base de données en ligne, feront l'objet d'une mise à jour régulière.

Donateurs

La CEB utilise les fonds qu'elle lève auprès des donateurs pour soutenir des projets en faveur de groupes vulnérables et de régions défavorisées. 28 États membres de la CEB, deux États non membres, les États-Unis et le Royaume-Uni, ainsi que l'Union européenne, par l'intermédiaire de la Commission européenne et de la Banque européenne d'investissement, ont contribué aux fonds fiduciaires de la CEB.

En 2019, la CEB a evé € 4,4 millions auprès de la République slovaque, la Suisse et l'Allemagne, et a attribué € 54 millions de dons. Ces dons ont principalement bénéficié aux migrants et aux réfugiés, en accord avec la mission prioritaire de la Banque qui est d'aider les personnes déplacées.

L'Union européenne reste le plus important donateur de la Banque, avec plus de € 500 millions engagés à ce jour.

■ Le Programme régional de logement (RHP)

2019 a été une année record pour le Programme régional de logement : 7 200 bénéficiaires vulnérables supplémentaires ont emménagé dans de nouveaux logements, portant le nombre total de réfugiés et de personnes déplacées servis par le RHP à environ 19 000 - plus de 50% de son objectif de 36 000.

Le RHP a également recueilli la majeure partie des fonds levés par la CEB en 2019. En reconnaissance des progrès du programme, et pour permettre aux pays partenaires de mettre à disposition plus de logements, les donateurs du RHP ont accepté de prolonger sa durée d'un an, jusqu'à la fin de 2022. Les donateurs ont également promis des contributions supplémentaires pour continuer à soutenir les pays partenaires du RHP pendant cette période additionnelle. L'UE a promis € 2,0 millions, l'Allemagne € 1,0 million, la Norvège € 700 000, la Suisse € 500 000 et l'Espagne € 100 000.

Le Programme régional de logement est une initiative conjointe de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Monténégro et de la Serbie. Il fournit des solutions de logement durables aux personnes les plus vulnérables qui ont été déplacées lors des conflits qui ont survenus dans les Balkans occidentaux au cours des années 1990. Ce programme, qui bénéficie du soutien de la communauté internationale, est géré par la CEB.

Un retour à la maison

Pendant la guerre, Dušan et sa femme Branka ont fui la petite ville de Šljivovac, en Croatie, et leur maison a été réduite en cendres. Ils ont vécu dans un centre collectif près de Prijepolje, en Serbie, avant de retourner à Šljivovac en 2002. Là, ils ont vécu dans une petite maison d'une pièce sans eau ni électricité pendant près de quinze ans. En 2019, ils ont finalement emménagé dans une nouvelle maison sur le site de leur ancienne maison, grâce au RHP.



Contributions au RHP par donateur

Union européenne	€ 234 millions
États-Unis	€ 24 millions
Allemagne	€ 10 millions
Norvège	€ 7,0 millions
Suisse	€ 6,4 millions
Italie	€ 5,0 millions
Danemark	€ 1,3 million
Turquie	€ 1,0 million
Luxembourg	€ 500 000
Espagne, Roumanie, Chypre, République slovaque, République tchèque, Hongrie	€ 500 000

■ Le Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF)

Le MRF est un fonds fiduciaire établi par la CEB pour aider ses États membres à relever les défis liés aux migrants et aux réfugiés. Depuis sa création en 2015, vingt-deux États membres de la CEB y ont apporté leur contribution. La CEB et la Banque européenne d'investissement (BEI) y ont également contribué. À ce jour, la CEB a octroyé € 28 millions de dons. Les projets situés le long de la route des Balkans représentent une grande majorité de ces dons, à savoir € 22 millions.

En 2019, la CEB a affecté les ressources restantes du MRF, soit € 1,8 million, à des projets en Albanie, Bosnie-Herzégovine, Finlande, Italie, Macédoine du Nord, Portugal et Serbie, qui couvrent à la fois l'aide d'urgence aux migrants et aux réfugiés et les mesures d'inclusion sociale.



Entre de bonnes mains

Niaz et Ali sont arrivés en Suède alors qu'ils étaient encore mineurs. À leur arrivée, ils ont été inscrits à une série d'activités organisées par la ville de Mälmo avec le financement du MRF. Ces activités s'adressent aux étudiants âgés de 14 à 20 ans. Leur objectif est double. Premièrement, leur donner le sentiment de faire partie de leur nouvelle communauté. Deuxièmement, améliorer leurs résultats scolaires.

Les activités financées par le MRF ont aidé les deux adolescents à surmonter le sentiment de fossé culturel qu'ils ont éprouvé à leur arrivée dans le pays. Les activités extrascolaires ont également permis aux deux étudiants d'améliorer leurs résultats scolaires. "Ma méthode consiste à étudier, mais sans divertissement, sans activités, on n'apprend pas aussi bien, je pense. Ceux qui organisent les activités et y travaillent sont sympas et gentils, comme des amis, comme une famille", explique Niaz. Enfin, ces activités ont permis aux deux adolescents de se construire un avenir, dans lequel ils pourront rendre à la communauté d'accueil ce qu'ils ont reçu. "L'avenir ? Mon rêve est de devenir infirmier et de travailler avec les personnes âgées. Je veux juste aider les gens qui ont besoin d'aide", ajoute Ali.

"Des projets comme celui-ci sont d'une importance cruciale. Ils nous aident à mieux faire notre travail, tout en aidant l'Albanie à atteindre des normes plus élevées en matière de gouvernance migratoire, alors qu'elle aspire à faire partie de l'Union européenne."

Mme Rovena Voda, Vice-ministre de l'Intérieur de l'Albanie

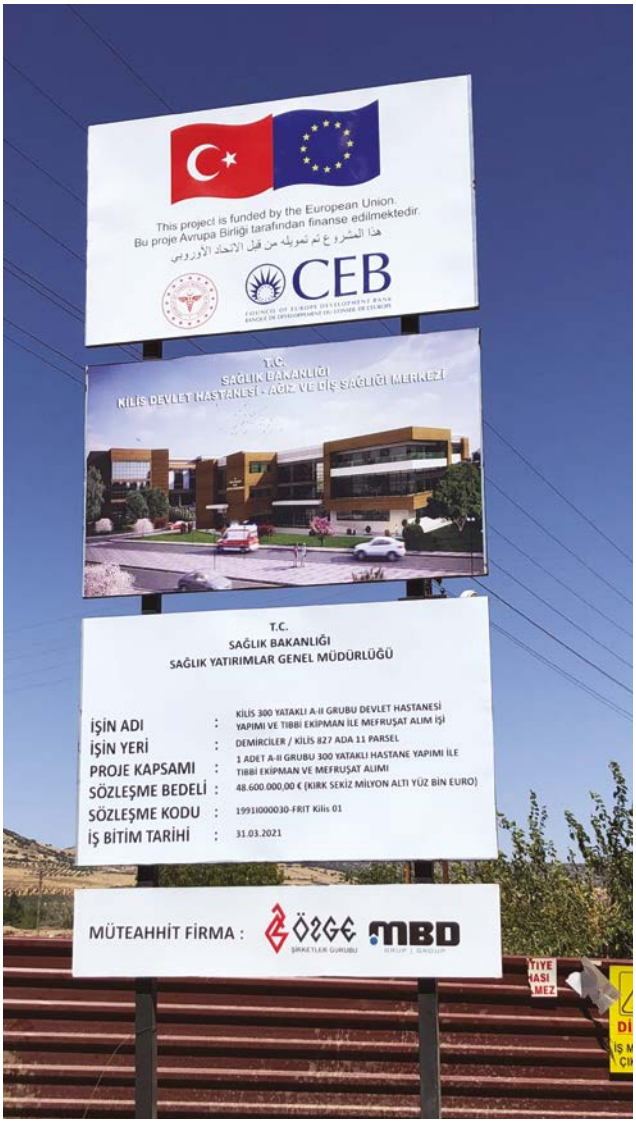


De meilleurs hébergements pour les migrants

En octobre 2019, les autorités albanaises ont inauguré un centre d'accueil des migrants construit avec des fonds du MRF à Kapshtica, près de la frontière avec la Grèce. Le centre aidera les autorités albanaises à enregistrer les migrants en situation irrégulière et à leur fournir un hébergement temporaire. Le centre permettra également que ces migrants jouissent des droits humains fondamentaux, tels que la nourriture et le logement.

■ Contributions au MRF par donateur

CEB	€ 8,0 millions
Allemagne	€ 5,0 millions
BEI	€ 5,0 millions
France	€ 3,0 millions
Italie	€ 3,0 millions
Espagne	€ 1,5 million
Suède	€ 540 000
Luxembourg	€ 500 000
Norvège	€ 500 000
République slovaque	€ 300 000
Irlande, Lituanie, Pologne, Chypre, Albanie, Hongrie, République tchèque, Malte, Saint-Siège, Bosnie-Herzégovine, Saint-Marin, Islande, Bulgarie et Liechtenstein	€ 1,1 million



■ Facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie (FRiT)

Kilis est une ville située près de la frontière avec la Syrie, qui a vu sa population doubler en raison d'un afflux de réfugiés syriens. L'UE, en coopération avec la Turquie et la CEB, a cherché à alléger la pression exercée sur les services de santé par l'augmentation spectaculaire de la population. Elle finance la construction d'un hôpital public de 300 lits qui fournira des services de santé de qualité à la communauté d'accueil et aux réfugiés syriens.

Le financement de l'Union européenne pour ce projet se monte à € 50 millions et est fourni via la Facilité de l'UE pour les réfugiés en Turquie (FRiT). La CEB gère le fonds de l'UE et supervise la construction et l'équipement de l'hôpital. Fin 2019, 16% des travaux étaient terminés et l'hôpital devrait être opérationnel d'ici avril 2021. L'investissement de l'UE soutiendra également le développement social et économique de Kilis en créant des emplois et de nouveaux services qui dureront au-delà de la période de construction.

La FRiT, qui gère un total de € 6 milliards, constitue un mécanisme de coordination commun, conçu pour garantir que les besoins des réfugiés et des communautés d'accueil en Turquie sont pris en compte de manière globale et coordonnée. Le mécanisme se concentre sur l'aide humanitaire, l'éducation, la santé, les infrastructures municipales et le soutien socio-économique.

Plus d'information sur la FRiT sur : https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/news_corner/migration_en





■ Le Compte espagnol pour la cohésion sociale (SCA)

Le SCA est un fonds fiduciaire créé en 2009 par l'Espagne et géré par la CEB. Il finance de l'assistance technique pour des projets de la CEB à forte vocation sociale. En 2017, l'Espagne a réalimenté le SCA à hauteur de € 2,0 millions, portant sa dotation totale à € 4,0 millions.

En 2019, le SCA a totalisé € 920 000 d'approbations de dons. Le SCA, par exemple, soutient une initiative de la Serbie visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments publics. La Serbie, pays candidat à l'adhésion à l'UE, a signé le Traité instituant la Communauté de l'Énergie sur la rénovation des bâtiments publics.

La Banque a approuvé un prêt de € 40 millions en novembre 2019 pour financer la rénovation de bâtiments du gouvernement central à Belgrade.

Cette rénovation permettra d'améliorer la performance énergétique des bâtiments et de renforcer les conditions de sécurité et de sûreté pour le personnel et les visiteurs. Le don du SCA, d'un montant de € 200 000, financera la phase de préparation du projet, y compris les audits énergétiques et les conceptions détaillées pour les rénovations complexes.

Le reste des besoins d'assistance technique sera couvert par le Compte slovaque pour la croissance inclusive (SIGA) et le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF), illustrant comment les donateurs coopèrent sur des objectifs communs.

■ Le Compte slovaque pour la croissance inclusive (SIGA)

Le SIGA a été créé par les autorités slovaques en 2016 pour soutenir l'action de la CEB en faveur de la croissance inclusive et de la durabilité environnementale. La République slovaque a réapprovisionné le compte en 2019 avec € 2,0 millions, ce qui porte sa dotation totale à € 4,0 millions.

En 2019, € 1,5 million de dons ont été approuvés au titre du SIGA. Le don la plus important, d'un montant de € 550 000, soutient la Bosnie-Herzégovine dans l'amélioration des soins psychiatriques. Six hôpitaux psychiatriques seront construits ou reconstruits, ce qui permettra d'améliorer les soins fournis aux patients et leurs conditions de vie. Le projet, qui est financé par un prêt de € 11 millions de la CEB, permettra également une réduction significative des coûts énergétiques ainsi que de la consommation d'eau. L'assistance technique financée par le SIGA aidera les autorités à préparer le projet, y compris la rédaction des documents d'appel d'offres et des plans détaillés.



■ Le Fonds italien pour des projets innovants (IFIP)

L'IFIP a été mis en place par l'Italie en 2017 et aide la Banque à développer des projets sociaux innovants. Il finance de l'assistance technique pour des projets situés dans des pays de la région des Balkans occidentaux éligibles à l'aide publique au développement (APD), ainsi qu'en Géorgie et en République de Moldova.

En 2019, les approbations de dons dans le cadre de l'IFIP se sont élevées à € 840 000. Par exemple, l'IFIP aide le Kosovo à développer un programme de logement social. Ce programme, dont le coût est estimé à € 40 millions, apporterait des solutions de logement aux populations rapatriées après la guerre, en particulier aux personnes vulnérables et aux familles à revenus moyens. L'assistance technique financée par un don de € 111 000 euros de l'IFIP aidera les autorités à analyser le contexte actuel du logement, à estimer les besoins en matière de logement social et à déterminer les objectifs, la portée, les composantes, les produits proposés et les résultats attendus du programme.





Un nouveau départ

Ranka et son fils, Petar, ont vécu en location dans plusieurs appartements pendant 25 ans, après la guerre en Bosnie-Herzégovine. En décembre 2019, ils ont emménagé dans un nouvel appartement à Foča. Petar souffre de paralysie cérébrale, un trouble permanent affectant ses mouvements, qui l'oblige à vivre dans des logements adaptés aux personnes handicapées. La plupart des appartements précédents ne disposaient pas de tels aménagements. Interrogée sur le nouvel appartement, Ranka a déclaré "Nous sommes reconnaissants aux donateurs et à la communauté locale de nous donner une chance d'avoir de meilleures conditions de vie. Il est tellement important de ne pas avoir à déménager tous les mois ou presque !".

Les logements de Foča ont été construits dans le cadre d'un projet financé par la CEB qui fournit des logements aux personnes vulnérables qui ont été déplacées pendant le conflit dans les années 1990 et qui vivent depuis dans des logements insalubres. La CEB et les donateurs bilatéraux du WBIF ont fourni plus de € 4 millions de dons pour le projet sous forme de bonifications d'intérêts et d'assistance technique. Les fonds de la CEB proviennent du Compte de dividendes sociaux de la Banque, du Compte fiduciaire norvégien et du SCA. L'IFIP couvrira les besoins futurs d'assistance technique dès que le financement du WBIF aura été entièrement utilisé, conjointement avec le SIGA.

Originaire de Goražde, Ognjen et sa famille se sont réfugiés dans un centre collectif dans le village de Miljevina pendant la guerre en Bosnie-Herzégovine. Le bâtiment appartenait à une ancienne compagnie minière et il était situé à 14 km de la ville la plus proche, Foča. Il était délabré, humide et plein de moisissures. En décembre 2019, la famille a emménagé dans un nouvel appartement dans la ville de Foča. Marjana, son épouse, s'est réjouie de ce déménagement : "C'était une vie horrible, surtout avec le bébé. Mais depuis que nous avons emménagé ici, tout a changé pour nous tous".



■ Le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF)

Le WBIF est un mécanisme de financement mixte prêts-dons créé en 2009 à l'initiative conjointe de la Commission européenne, de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, de la Banque européenne d'investissement et de plusieurs donateurs bilatéraux.

Le cadre procure des financements et de l'assistance technique pour des investissements stratégiques dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement, des affaires sociales, des transports et des infrastructures numériques. Il soutient également des initiatives de développement du secteur privé. Le Groupe de la Banque mondiale, KfW et l'AFD ont rejoint le WBIF par la suite.

En 2019, les donateurs bilatéraux du WBIF ont approuvé un don d'assistance technique de € 312 000 en faveur d'un programme d'efficacité énergétique en Serbie. L'assistance technique du WBIF est complétée par un don de € 400 000 provenant du SIGA et un don de € 200 000 du SCA.

Une trentaine de bâtiments gouvernementaux représentant environ 200 000 mètres carrés au total seront modernisés et rendus économes en énergie. Les travaux permettront de réduire les émissions de gaz à effet de serre et aideront la Serbie à atteindre ses objectifs en matière d'atténuation du changement climatique et de réduction des émissions de CO_2. Le projet est financé par un prêt de la CEB à hauteur de € 40 millions.



Le Compte de dividendes sociaux (CDS)

Le CDS a été établi par les États membres de la CEB en 1996. Il est financé principalement par des contributions des États membres, allouées à partir des bénéfices annuels de la Banque, qui constituent ainsi des dividendes de nature sociale. À fin 2019, les ressources disponibles se montaient à € 16 millions. Le Compte est utilisé pour fournir des garanties de prêts, de l'assistance technique, des bonifications d'intérêt et des contributions en faveur de projets hautement sociaux.

En 2019, des dons d'un montant de € 2,5 millions ont été approuvés à partir du CDS. À titre d'exemple, la Banque a approuvé en janvier 2019 un prêt de € 5 millions pour Mikrofin, une institution de microfinance en Bosnie-Herzégovine. Mikrofin prêtera les fonds reçus de la CEB à des personnes à faibles revenus, y compris des agriculteurs et des particuliers ayant des micro-entreprises. Le prêt de la CEB à Mikrofin a été rendu possible grâce à une garantie de prêts du CDS.

Soutenir les micro-entrepreneurs en Bosnie-Herzégovine

Danica, qui vit à la campagne, près de la ville de Foča est une cliente typique de Mikrofin. Elle fait vivre sa famille des revenus qu'elle tire de la culture de légumes et de fruits. Sa source principale de revenus est la vente de pommes de terre, d'ail, de haricots, de prunes, d'eau de vie de prunes et de noisettes. Danica vend tous ses produits au marché local de Foča. C'est une cliente de Mikrofin depuis près de dix ans. Elle a utilisé son dernier prêt de Mikrofin, d'un montant de € 500, pour acheter des porcelets qu'elle compte revendre sur le marché de Foča après les avoir engraissés pendant six mois.



€ 54 millions de dons signés en 2019



Activités financières en 2019

Portefeuilles de trésorerie

Les actifs figurant au bilan de la Banque comprennent notamment quatre portefeuilles de trésorerie, à savoir un portefeuille monétaire et trois portefeuilles de titres :

■ Le portefeuille monétaire est composé de placements à court terme ayant une maturité d'un an ou moins.

L'objectif stratégique de ce portefeuille est d'assurer la gestion quotidienne des cash-flows dans toutes les devises concernées. Les placements à court terme ayant des maturités inférieures ou égales à trois mois doivent, à la date d'achat, avoir pour note minimale BBB+. Quant aux placements à court terme ayant une maturité comprise entre trois mois et un an, ils doivent avoir pour note A- à la date d'achat.

Au 31 décembre 2019, l'encours total des placements à court terme à un an ou moins était de € 2 171 millions.

■ Le portefeuille de titres de liquidités à court terme se compose de titres à court terme dont la maturité est d'un an ou moins.

Ces titres constituent une alternative aux dépôts bancaires et complètent le portefeuille monétaire en vue de renforcer la position de trésorerie à court terme de la Banque.

La note minimale exigée à la date d'achat est BBB pour les obligations souveraines à court terme ayant une maturité inférieure ou égale à trois mois et A- pour les titres à un an ou moins.

Au 31 décembre 2019, l'encours total des titres d'une maturité inférieure ou égale à un an dans ce portefeuille s'élevait à € 1 966 millions.

■ Le portefeuille de titres de liquidités à moyen terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 15 ans.

L'objectif stratégique est de renforcer la position de trésorerie de la Banque, tout en dégageant un rendement satisfaisant.

Les titres à moyen terme doivent être notés A+ à la date d'achat.

Au 31 décembre 2019, l'encours total des titres de ce portefeuille s'élevait à € 2 007 millions.

■ Le portefeuille de titres de liquidités à long terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 30 ans.

Les titres de ce portefeuille doivent avoir pour note minimale A+ à la date d'achat.

Au 31 décembre 2019, l'encours total des titres de ce portefeuille s'élevait à € 1 883 millions.

Produits dérivés

Conformément à la politique décidée par le Conseil d'administration de la CEB, la Banque utilise des produits dérivés pour couvrir les risques de marché issus de ses opérations de prêt, de financement et d'investissement.

Au 31 décembre 2019, la distribution des produits dérivés par type de couverture était de 64% pour les émissions obligataires, 31% pour les prêts et 5% pour les titres.

Pour se prémunir contre les risques découlant de ces instruments financiers, la Banque suit des règles de gestion des risques rigoureuses, dont les principes sont présentés dans la note B des états financiers 2019.

Afin de limiter son risque de crédit, la Banque a signé des contrats de collatéraux avec toutes ses contreparties de swap. Ainsi, au 31 décembre 2019, la totalité de l'encours de swaps de la CEB était collatéralisée. Le risque de crédit résiduel, évalué par la somme des valeurs de marché positives non couvertes par des collatéraux reçus, demeure très faible.

Financement de l'activité en 2019

1. Opérations d'emprunt

Dans le cadre de l'autorisation d'emprunt annuelle fixée par le Conseil d'administration de la CEB, la Banque a contracté des émissions sur les marchés de capitaux internationaux. Au cours de l'exercice 2019, la Banque a emprunté un montant total de € 4,5 milliards, réparti en onze opérations de financement dont trois réouvertures d'opérations existantes d'une durée supérieure ou égale à un an. Ce montant est légèrement inférieur au volume de financement en 2018, qui avait atteint € 4,9 milliards, réparti en onze opérations de financement, dont six réouvertures d'opérations existantes. Le programme de financement 2019 a répondu à trois objectifs principaux :

- couvrir les besoins induits par l'activité de prêts
- permettre à la Banque d'honorer ses échéances de remboursement de dettes
- permettre à la Banque de maintenir ses liquidités au niveau fixé par le Conseil d'administration.

Afin de s'assurer durablement des ressources nécessaires au financement de son activité, la Banque continue de combiner des opérations benchmark sur des devises majeures s'adressant à un large panel d'investisseurs institutionnels, et des emprunts dans une devise, ou avec une structure plus spécifique répondant à des demandes particulières.

En 2019, 39,8% des fonds levés par la Banque ont été libellés en dollars US, 38,9% en Euros, 17,2% en Livres sterling, 2,3% en Couronnes norvégiennes, 1,2% en Dollars australiens et 0,7% en Dollars néozélandais. Ces opérations ont permis à la Banque de diversifier les marchés sur lesquels elle finance ses activités tout en élargissant sa base d'investisseurs.

Deux opérations ont été effectuées en dollars US : en février, une émission benchmark de USD 1 milliard à cinq ans et en septembre une émission benchmark de USD 1 milliard à trois ans.

Trois opérations ont été effectuées en Euros : en janvier, une réouverture de EUR 250 millions du benchmark arrivant à échéance en octobre 2022, puis une émission benchmark de EUR 1 milliard à dix ans et en avril, le troisième emprunt obligataire d'inclusion sociale de la Banque de EUR 500 millions à sept ans.

Deux opérations ont été effectuées en Livres sterling : en janvier, une émission benchmark d'un montant de GBP 600 millions avec une maturité de trois ans et en octobre, une réouverture de la même ligne de GBP 100 millions.

Ainsi, en 2019, les marchés du Dollar US, de l'Euro et de la Livre sterling ont été les plus importants en termes de volumes de financement.

Pour ce qui est des autres devises, quatre opérations ont été effectuées : en Dollars australiens, une émission à dix ans d'un montant de AUD 50 millions en janvier et une réouverture d'un montant de AUD 35 millions en mai ; en Couronnes norvégiennes, une émission à cinq ans d'un montant de NOK 1 milliard en février et en Dollars néozélandais, une émission à dix ans d'un montant de NDZ 54,5 millions en avril.

Après swaps, la totalité des ressources empruntées a été libellée en Euros.

La maturité moyenne des émissions lancées en 2019 était de 5,7 ans, identique à 2018. Le tableau ci-dessous reprend le détail des fonds levés dans leur devise d'origine.

■ Emprunts lancés en 2019

Date de versement	Date de maturité	Devise	Durée (en années)	Montant nominal (en millions)	Chef de file
17/01/2019	17/03/2022	GBP	3,16	600	BoA/HSBC/TD
22/01/2019	25/05/2023	EUR	4,34 (*)	250	DB/Rabo
30/01/2019	30/01/2029	EUR	10,00	1 000	BoA/CACIB/HSBC/TD
01/02/2019	01/08/2029	AUD	10,50	50	Daiwa/RBC
25/02/2019	26/02/2024	NOK	5,00	1 000	TD
27/02/2019	27/02/2024	USD	5,00	1 000	Barc/Citi/DB/GS
10/04/2019	10/04/2026	EUR	7,00	500	BoA/CACIB/DZ/ING
17/04/2019	17/04/2029	NZD	10,00	54,5	Daiwa
20/05/2019	01/08/2029	AUD	10,20 (*)	35	Daiwa
24/09/2019	26/09/2022	USD	3,01	1 000	BNPP/MS/Nomura/RBC
15/10/2019	17/03/2022	GBP	2,42 (*)	100	BoA/NatWest

(*) Opérations d'abondement de souche existante

En 2019, afin d'assurer le refinancement des prêts de la Banque et de ne pas ouvrir de gap de trésorerie sur les exercices à venir, 57,1% des émissions du programme ont été effectuées avec une maturité finale proche de cinq ans ou plus, contre 72,4% en 2018.

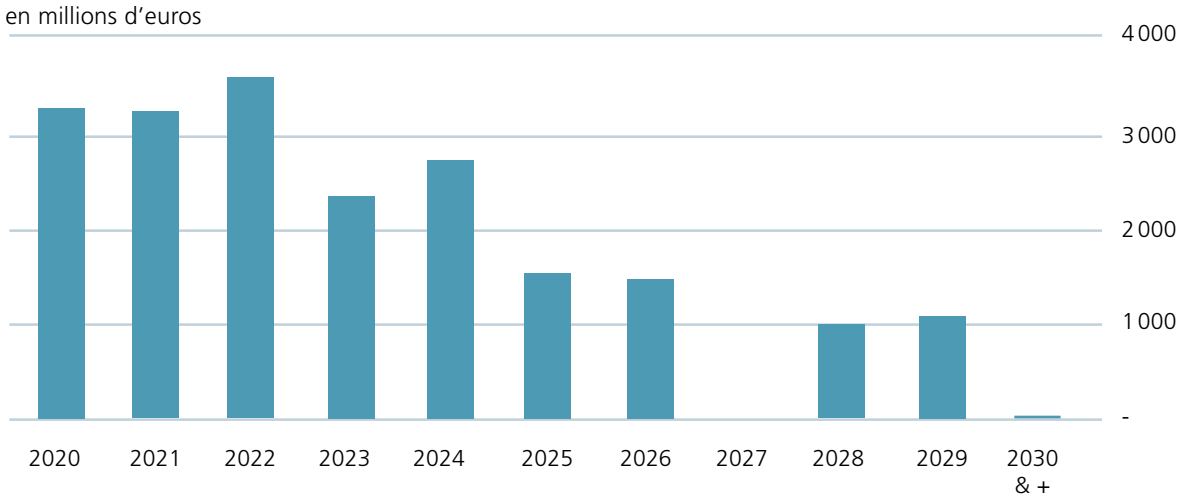
Le programme EMTN multidevises a été actualisé en décembre 2018, afin d'adapter le cadre juridique des émissions de la Banque aux évolutions réglementaires des marchés financiers. La dernière mise à jour du programme dollars australien et néozélandais MTN (programme domestique australien) date de septembre 2015. Le programme ECP (*Euro-Commercial Paper*) de la CEB a été mis à jour en décembre 2017.

2. Évolution de la dette

Au 31 décembre 2019, l'encours total de la dette représentée par un titre, hors créances rattachées, s'élevait à € 20,5 milliards, contre € 18,9 milliards fin 2018.

En 2019, la Banque n'a pas procédé au rachat de sa dette à long terme, ni effectué de remboursement anticipé. La ventilation de la dette en fonction de l'échéance est illustrée dans le graphique ci-après.

Encours de la dette par maturité au 31 décembre 2019





Gouvernance et Ressources humaines

Structure de gouvernance

La Banque est organisée, administrée et contrôlée par les organes suivants : le Conseil de direction, le Conseil d'administration, le Gouverneur et le Comité de surveillance.

Conseil de direction

Le Conseil de direction se compose d'un président (Dominique Lamiot) et d'un représentant de chaque État membre.

Il définit l'orientation générale des activités de la CEB, fixe les conditions de l'adhésion des États, décide des augmentations de capital et approuve le rapport annuel, les comptes et le bilan général de la Banque. Il élit son propre président ainsi que le président du Conseil d'administration et nomme le Gouverneur et les membres du Comité de surveillance.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se compose d'un président (Miglė Tuskienė) et d'un représentant de chaque État membre.

Il exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil de direction, notamment en matière d'élaboration et de supervision des politiques opérationnelles et d'approbation des projets d'investissement soumis par les Gouvernements des États membres de la Banque. Il vote également le budget de fonctionnement de la Banque.

Gouverneur

Le Gouverneur est le représentant légal de la Banque. Il dirige ses opérations et il est responsable de son personnel (sous la supervision générale du Conseil d'administration).

Le Gouverneur applique les directives du Conseil d'administration en matière de politique financière et représente la Banque dans toutes ses transactions. Il étudie les aspects techniques et financiers des demandes de financement soumises à la Banque et transmet celles-ci au Conseil d'administration.

Le Gouverneur est Rolf Wenzel. Il est assisté par trois Vice-Gouverneurs : Carlo Monticelli (Stratégie Financière), Rosa María Sánchez-Yebra Alonso (Stratégie de Développement Social) et Tomáš Boček (Pays du Groupe cible).

Comité de surveillance

Le Comité de surveillance se compose de trois membres nommés par le Conseil de direction. Il vérifie l'exactitude des comptes annuels après leur examen par un auditeur externe.

Le secrétariat des organes de direction, d'administration et de contrôle de la CEB est assuré par le **Secrétariat de l'Accord Partiel** sur la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (Secrétaire Exécutif des organes de la Banque : György Bergou).

Organigramme

À la suite de consultations internes et d'un examen complet de l'institution réalisé par un consultant externe, la CEB a restructuré son organisation afin de renforcer son efficacité tout en assurant une meilleure gestion des talents et un développement accru des activités.

La nouvelle structure organisationnelle est entrée en vigueur le 1er mars 2019.



Rolf WENZEL
Gouverneur



Carlo MONTICELLI
Vice-Gouverneur Stratégie Financière



Rosa María SÁNCHEZ-YEBRA ALONSO
Vice-Gouverneur Stratégie de Développement Social



Tomáš BOČEK
Vice-Gouverneur Pays du Groupe cible



Johannes M. BÖHMER
Directeur Exécutif



Carlo MANGOSI
Directeur de l'Audit Interne



Katherine DELIKOURA
Directrice du Contrôle de la Conformité



Rachel MEGHIR
Directrice de l'Évaluation



Thierry POIREL
Directeur des Prêts & du Développement Social



Monica SCATASTA
Directrice de la Préparation & du Suivi Techniques



Jacques MIRANTE-PÉRÉ
Directeur Financier



Arnaud VIOLETTE
Directeur du Risque et du Contrôle



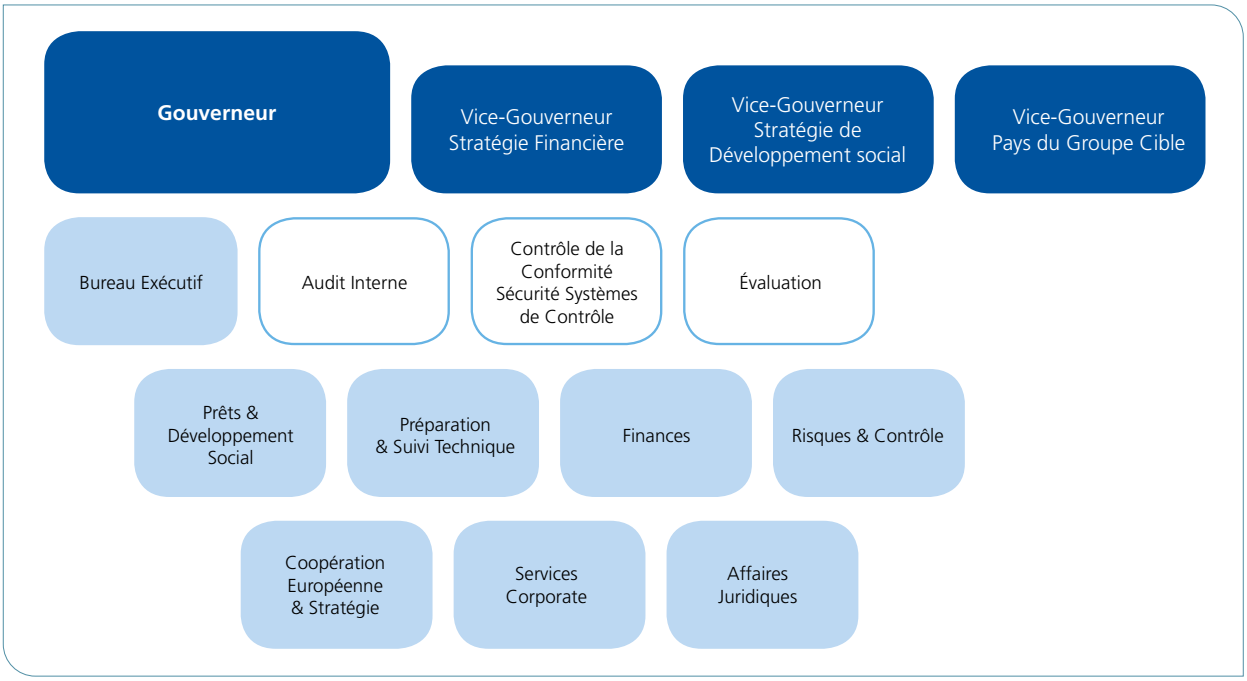
Jérôme HAMILIUS
Directeur de la Coopération Européenne & de la Stratégie



Terje HAGEN
Directeur des Services Corporate



Jan DE BEL
General Counsel



Contrôle de la conformité

Le Bureau du contrôle de la conformité (OCCO) est chargé de la gestion des risques de non-conformité et préserve la Banque des pertes financières et des atteintes à sa réputation. L'OCCO veille à ce que la prévention du blanchiment de capitaux, du financement du terrorisme et des pratiques fiscales dommageables ainsi que l'engagement pris par la CEB quant aux normes élevées d'intégrité, d'éthique et de lutte contre la fraude et la corruption soient intégrés à toutes les phases du cycle des projets de la Banque. La protection des données personnelles et la sûreté des données représentent un volet substantiel du mandat du BDCC au sein de la CEB et sont gérées par le responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI).

Durant l'année écoulée, l'activité de l'OCCO a suivi la croissance du volume et du nombre de projets de la CEB. L'OCCO a pris part aux organes de décision après avoir effectué un contrôle d'intégrité préalable (*Integrity Due Diligence*) des contreparties de la Banque. Dans le même temps, l'OCCO a créé, revu et mis à jour les politiques et directives pertinentes, coordonné des projets pilotés au niveau de la Banque, tels que l'évaluation des piliers menée par l'UE et l'identification des risques en matière de protection des données personnelles, et communiqué des informations aux autres directions et divisions concernant la refonte de plusieurs politiques et règlements internes. Le bilan fructueux et la persévérance de l'OCCO ont été reconnus et salués par ses pairs et au-delà : la Directrice du Contrôle de la Conformité de la CEB s'est en effet vu décerner le prix "Chief Compliance Officer of the Year 2019" venant récompenser son travail en matière de conformité, dans la catégorie "secteur privé, IFI et PME".

En 2019, l'OCCO a actualisé le cadre réglementaire interne de la Banque et en a maintenu l'applicabilité. Il a également renforcé les processus internes relatifs à la conformité, concernant notamment la Politique de la CEB relative aux juridictions non conformes/non coopératives et les directives et procédures en lien avec le contrôle d'intégrité préalable.

Le Bureau a par ailleurs piloté un groupe de travail chargé de préparer la CEB à l'"évaluation des piliers" menée par l'UE sur trois points cardinaux, à savoir l'exclusion de l'accès aux financements européens, la publication d'informations sur les destinataires et la protection des données à caractère personnel.

Sur le modèle établi par le groupe de référence de la CEB pour la mise en œuvre d'un cadre réglementaire actualisé en matière de protection des données personnelles, l'OCCO s'est lancé dans un exercice de recherche et de cartographie des données visant à identifier et à gérer correctement les données à caractère personnel. Il a également établi un plan d'action précis conforme aux bonnes pratiques internationales en vigueur.

En vue d'élargir la coopération et la coordination externes dans les domaines de l'éthique et de la conformité, la CEB est devenue membre du Réseau Déontologie des organisations multilatérales (*Ethics Network of Multilateral Organizations*, ou ENMO), lequel offre une plateforme d'échange plus globale sur ces questions.

À l'instar de ses homologues et de nombreuses organisations internationales et entreprises privées, la CEB a organisé comme chaque année sa réunion-débat interne, qui avait pour thème "Favoriser une culture fondée sur l'intégrité au travail". Elle a également célébré la Journée internationale de lutte contre la corruption, durant laquelle le Gouverneur a donné le ton en affichant la détermination de la Banque à défendre la dignité et l'intégrité et à combattre la corruption. L'OCCO a continué de former son personnel aux bonnes pratiques en matière de conformité en 2019 en organisant la réunion annuelle des Responsables de liaison chargés de la Conformité ainsi que des cours d'initiation destinés aux nouveaux membres du personnel de la CEB.

Audit interne

Le Bureau de l'Audit interne (AI) est une fonction permanente et autonome au plus haut niveau du système de contrôle interne de la CEB. Il garantit au Gouverneur et aux organes de contrôle de la CEB que les activités et les transactions sont correctement effectuées et contrôlées.

Le Cahier des charges de l'Audit interne explique le but, le statut et l'autorité de la fonction d'Audit interne. Afin de garantir l'indépendance et l'objectivité de son travail de vérification, le Bureau de l'Audit interne ne participe à aucune des activités opérationnelles de la Banque.

Il passe en revue les activités de la CEB ainsi que leurs risques inhérents et veille à ce qu'elles respectent les politiques, les procédures et les bonnes pratiques existantes. Il émet également des recommandations pour d'éventuelles améliorations.

La conduite des missions d'audit suit un programme de travail annuel découlant d'un plan d'audit pluriannuel basé sur les risques.

Évaluation

Le Bureau de l'Évaluation (EVO) est en charge de répondre aux besoins de la CEB en matière d'apprentissage et de redevabilité, en procédant à des évaluations rigoureuses et objectives des opérations, initiatives et instruments de la Banque. Depuis sa création, EVO s'est constamment attaché à remplir ce mandat dans le respect des plus hauts standards d'intégrité professionnelle et d'indépendance.

En 2019, le travail d'évaluation proprement dite a consisté en une évaluation d'infrastructures judiciaires au niveau d'un projet et une évaluation du Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) au niveau de l'institution. Le projet d'établissements pénitentiaires est la première opération achevée dans ce secteur depuis que la CEB a commencé, en 2005, à financer des infrastructures judiciaires. L'évaluation de ce projet a permis à la Banque de disposer d'informations précieuses et uniques sur les opérations dans un secteur où la CEB est, semble-t-il, la seule institution financière internationale active. L'évaluation du MRF est la toute première réalisée au niveau de l'institution dans l'histoire de la CEB.

Elle s'articule autour d'une analyse institutionnelle approfondie et d'un vaste examen de portefeuille, complétés par six études de cas réalisées en s'appuyant sur des visites de terrain. L'évaluation présente une série d'enseignements et de recommandations à prendre en compte dans au cas où la CEB déciderait à l'avenir de mettre en place un fonds fiduciaire dédié similaire ou, plus généralement, de renforcer son approche de la gestion des dons et de la question migratoire.

Au cours de l'année, EVO a également approfondi sa démarche de gestion des connaissances. De nouveaux produits ont été ajoutés à l'éventail de ses outils de communication afin d'apporter l'expérience spécifique de la CEB aux plateformes pertinentes de partage des connaissances. Parallèlement, EVO a pris part à des événements organisés par des associations professionnelles et des organisations internationales, dans le but de contribuer à la visibilité de la Banque et de renforcer son image en tant qu'institution engagée à aider ses États membres à atteindre des objectifs de développement social.

Responsabilité sociale d'entreprise (RSE)

En tant que banque de développement investie d'une mission exclusivement sociale, la CEB axe naturellement la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) et, plus largement, la durabilité au cœur de ses activités et de ses opérations de financement. Dans la pratique, la Banque cherche à limiter son empreinte écologique, à renforcer l'engagement de ses agents, et à garantir que les projets qu'elle finance améliorent les conditions de vie des Européens et contribuent de façon positive à la résolution des problèmes écologiques tels que le changement climatique.

L'ensemble des directions et des divisions concernées de la Banque sont représentés au sein d'un réseau interne de correspondants RSE, coordonné par le Chargé de la RSE et le Chef de la Division Responsabilité d'Entreprise & Études. Les correspondants se réunissent à intervalle régulier afin de débattre de l'ensemble des sujets liés à la durabilité.

Les performances de la Banque sont régulièrement évaluées et mesurées par des agences de notation extra-financière (selon des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, ou ESG).

En 2018, la CEB a obtenu la notation "B-" et son statut "*Prime*" a été confirmé après un examen exhaustif de ses performances en matière de responsabilité sociale d 'entreprise par ISS-ESG, agence de notation ESG de premier plan.

En 2019, l'agence Sustainalytics a, quant à elle, revu son évaluation de la Banque et confirmé son statut de "*Outperformer*" ; MSCI ESG, autre agence de notation extra-financière reconnue, lui a attribué la notation "AA" avec le statut de "*Leader*".

■ Zoom sur les objectifs de développement durable (ODD)

Le Plan de développement 2020-2022 établit un cadre permettant à la CEB d'accompagner ses pays membres dans la réalisation de leur programme en faveur des ODD. Au niveau stratégique, la CEB donnera la priorité aux dix objectifs clés les plus en phase avec son mandat et ses trois lignes d'action. La contribution de la Banque aux ODD prioritaires se répartit en trois catégories :

- Les questions en rapport avec le mandat social de la CEB : favoriser la cohésion sociale et l'inclusion en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables de la population correspond tout à fait à deux ODD globaux, à savoir l'ODD 1 (pas de pauvreté) et l'ODD 10 (inégalités réduites).
- Les questions transversales : les thématiques couvertes par l'ODD 5 (égalité entre les sexes) et l'ODD 13 (lutte contre les changements climatiques) sont prises en compte dans tous les projets de la CEB.
- Les perspectives sectorielles : la promotion de la croissance inclusive et durable se rapporte particulièrement à six ODD : l'ODD 3 (bonne santé et bien-être), l'ODD 4 (éducation de qualité), l'ODD 6 (eau propre et assainissement), l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), l'ODD 11 (villes et communautés durables) et l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces).

La contribution globale de la CEB à un développement socialement et écologiquement durable apparaît clairement dans l'édition 2019 du rapport sur la RSE, y compris dans l'Index de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance (*Global Reporting Initiative*, ou GRI).

Ressources humaines

■ Effectifs

La CEB emploie 206 agents permanents, dont 46% d'hommes et 54% de femmes. On dénombre 143 cadres (45% de femmes et 55% d'hommes) et 63 membres du personnel d'appui (75% de femmes et 25% d'hommes). En moyenne, l'âge des agents de la Banque est de 48 ans, et leur ancienneté de 11 ans.

Au terme d'un processus de recrutement amélioré et simplifié, la Banque a accueilli dans ses rangs, en 2019, 14 nouveaux agents parmi lesquels 7 femmes (5 cadres et 2 personnels de soutien) et 7 hommes (dont 1 cadre supérieur, 3 cadres et 3 personnels de soutien).

La Banque continue de s'appuyer sur le haut niveau d'expertise de son personnel, qui s'étend au-delà des domaines traditionnels du secteur bancaire que sont la finance, l'économie ou la gestion des risques, pour englober le génie civil, l'éducation, le logement ou encore la gestion de projet.

■ Stratégie et programme relatifs à l'égalité femmes-hommes

Au fil des années, la Banque, en sa qualité d'organisation internationale, a favorisé une culture de la diversité et de la cohésion tout en s'efforçant de promouvoir les droits et principes énoncés dans l'édition révisée de la Charte sociale européenne.

Ainsi, les agents de la CEB ont droit à un traitement équitable, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur des critères tels que l'origine raciale, ethnique ou sociale, la couleur de peau, la nationalité, le handicap, l'âge, la situation maritale ou parentale, le sexe ou l'orientation sexuelle et les opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

Qui plus est, depuis janvier 2018, la CEB a mis en place sa stratégie en matière d'égalité femmes-hommes. Celle-ci repose en bonne partie sur la prise en compte d'une enquête interne portant sur les attitudes des agents à l'égard de sujets clés tels que l'égalité salariale, les possibilités de recrutement et de promotion, le développement du leadership et la flexibilité au travail.

Afin de promouvoir une culture plus sensible à l'égalité des sexes, un programme de mentorat a été lancé en 2019 où 12 femmes (de grade B6 à A3) ont été accompagnées dans leur développement par 9 mentors (3 femmes, 6 hommes de grades A4 à A6).

46% d'hommes et 54% de femmes

11 ans d'ancienneté en moyenne

206 agents permanents

33 nationalités représentées par le personnel

Les principes de la stratégie sur la diversité femmes-hommes ont non seulement été intégrés dans les politiques et processus internes, en particulier dans l'Arrêté sur les Nominations et la Politique de Formation, mais ont été aussi communiqués à l'extérieur dans le cadre de son programme de stages. Enfin, à travers le guide de performance, les appréciateurs sont encouragés à promouvoir un environnement qui valorise et récompense de manière égale les contributions des femmes et des hommes et qui serve de modèle pour la diversité femmes-hommes.

De plus, des indicateurs pour mesurer l'efficacité des initiatives en matière d'égalité des sexes ont été mis en place et communiqués au Conseil d'administration.

Enfin, le groupe de travail sur l'égalité femmes-hommes, composé d'agents représentant des équipes et des niveaux d'ancienneté différents, permet à la CEB de disposer d'un forum pour soulever des questions et proposer des initiatives nouvelles sur l'égalité des chances.

■ Certification EDGE

Afin de déterminer où la Banque se situait concernant l'équilibre et l'égalité femmes-hommes, ainsi que les domaines nécessitant une optimisation des plans d'actions, les RH ont travaillé avec EDGE, à travers la mise en place d'une méthodologie internationale d'évaluation et de normes de certification à trois niveaux pour l'égalité femmes-hommes dans les entreprises. Ainsi, en 2019, la CEB a obtenu le premier niveau de certification EDGE avec pour objectif d'atteindre le deuxième niveau en 2020.

■ Programme de bien-être au travail

La CEB offre à ses agents des visites médicales régulières, du télétravail, des horaires de travail flexibles, l'accès à des cafétérias et une salle de sport dans les locaux. En 2019, afin d'améliorer le bien-être de ses agents, les RH ont organisé une campagne de vaccination contre la grippe, des séminaires sur la prévention des risques psychosociaux pour les agents et une session de formation pour les managers sur la création d'un climat de bien-être au travail. Par ailleurs, en plus des évènements sociaux rassemblant tout le personnel (tels que la journée CEB organisée par le Gouverneur en juin), la Direction des Services Corporate a organisé en décembre, pour la première fois, une journée de la famille.

Annexes projets et prêts

Projets approuvés (par pays)

En milliers d'euros

Pays	2019		2018		Total cumulé 2015-2019	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Allemagne	381 200	9,57	380 000	9,75	1 613 200	9,20
Belgique	300 000	7,53			791 400	4,51
Bosnie-Herzégovine	26 135	0,66	4 500	0,12	41 635	0,24
Bulgarie					370 000	2,11
Chypre	40 000	1,00			72 000	0,41
Croatie	200 000	5,02	50 000	1,28	350 000	2,00
Espagne	250 000	6,28	600 000	15,39	1 947 000	11,10
Estonie	25 000	0,63			25 000	0,14
Finlande	50 000	1,26	220 000	5,64	410 000	2,34
France	221 200	5,55	42 000	1,08	1 233 800	7,03
Géorgie	25 000	0,63	5 000	0,13	46 500	0,27
Grèce	70 000	1,76			72 000	0,41
Hongrie			167 000	4,28	232 700	1,33
Irlande	150 000	3,77			668 000	3,81
Islande					10 000	0,06
Italie	420 000	10,55	447 000	11,47	1 367 000	7,79
Lettonie			15 000	0,38	77 000	0,44
Lituanie	125 000	3,14	15 000	0,38	175 000	1,00
Macédoine du Nord					10 000	0,06
Malte					29 000	0,17
Moldova (République de)	20 000	0,50	12 000	0,31	32 000	0,18
Monténégro	20 000	0,50			70 000	0,40
Pays-Bas	310 000	7,78	400 000	10,26	1 176 600	6,71
Pologne	340 332	8,54	566 429	14,53	2 392 807	13,64
Portugal			145 000	3,72	305 000	1,74
Roumanie	150 000	3,77	179 000	4,59	554 000	3,16
République slovaque	50 000	1,26	50 000	1,28	749 500	4,27
République tchèque	185 000	4,64	300 000	7,70	935 000	5,33
Serbie	324 000	8,13	250 000	6,41	574 000	3,27
Slovénie			50 000	1,28	100 000	0,57
Suède	200 000	5,02			560 000	3,19
Turquie	100 000	2,51			550 000	3,14
TOTAL	**3 982 867**	**100,00**	**3 897 929**	**100,00**	**17 540 142**	**100,00**

Prêts décaissés (par pays)

En milliers d'euros

Pays	2019		2018		Total cumulé 2015-2019	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Albanie	13 600	0,48	13 800	0,50	38 991	0,33
Allemagne	95 340	3,35	163 701	5,90	722 192	6,12
Belgique	212 500	7,47	42 500	1,53	415 000	3,52
Bosnie-Herzégovine	12 423	0,44	13 737	0,50	63 760	0,54
Bulgarie	60 000	2,11	60 000	2,16	302 500	2,56
Chypre	11 500	0,40	14 500	0,52	67 000	0,57
Croatie	47 674	1,67	37 776	1,36	258 324	2,19
Espagne	249 953	8,78	197 000	7,10	1 341 453	11,37
Finlande	125 000	4,39	110 000	3,97	425 000	3,60
France	26 607	0,93	121 830	4,39	814 777	6,90
Géorgie	3 402	0,12	1 323	0,05	21 501	0,18
Hongrie	43 012	1,51	73 287	2,64	240 029	2,03
Irlande	70 000	2,46	85 000	3,06	271 000	2,30
Islande	5 000	0,18			10 000	0,08
Italie	259 779	9,13	212 000	7,64	624 929	5,30
Lettonie	3 600	0,13			3 600	0,03
Lituanie	15 986	0,56	30 000	1,08	115 986	0,98
Macédoine du Nord	14 137	0,50	7 393	0,27	69 347	0,59
Moldova (République de)	1 877	0,07	6 999	0,25	21 349	0,18
Monténégro	13 091	0,46	8 467	0,31	43 308	0,37
Pays-Bas	147 057	5,17	544 517	19,63	741 575	6,28
Pologne	346 565	12,17	550 405	19,85	1 803 591	15,28
Portugal	85 000	2,99			121 000	1,03
Roumanie	42 290	1,49	20 851	0,75	214 697	1,82
République slovaque	252 000	8,85	3 963	0,14	771 463	6,54
République tchèque	200 000	7,03	150 000	5,41	745 000	6,31
Serbie	139 200	4,89	26 000	0,94	226 200	1,92
Slovénie	10 000	0,35	25 000	0,90	95 000	0,80
Suède	174 998	6,15	48 280	1,74	223 278	1,89
Turquie	165 000	5,80	205 000	7,39	989 789	8,39
TOTAL	**2 846 591**	**100,00**	**2 773 329**	**100,00**	**11 801 639**	**100,00**

Projets approuvés (par contrepartie)

En milliers d'euros

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant
Allemagne	Investitionsbank des Landes Brandenburg (ILB)	Investissements éligibles pour la mise en œuvre des programmes d'infrastructures communales et de logements sociaux. Les bénéficiaires finaux seront des personnes à bas revenus, des ménages avec au moins un enfant mineur, des personnes handicapées, des personnes âgées, des migrants et des réfugiés. De plus, un large éventail des habitants du Land de Brandebourg tireront avantage de l'amélioration de l'accès aux services et équipements locaux résultant des investissements réalisés dans des infrastructures éducatives, sociales et numériques.	150 000
	Leipzig e Wohnungs- und Baugesellshaft MBH	Financement partiel de l'augmentation de l'offre de logements abordables et de logements sociaux à Leipzig grâce à la construction et à la rénovation d'habitations locatives destinées à des personnes à bas revenus et à la construction de crèches. Les bénéficiaires finaux seront des personnes à bas revenus, de jeunes enfants, des personnes âgées, des personnes handicapées, des étudiants, des familles monoparentales, des migrants et des réfugiés.	58 000
	Stuttgarter Wohnungs- Und Städtebaugesell	Financement partiel de l'acquisition et la rénovation de bâtiments existants afin d'améliorer l'offre de logements sociaux locatifs abordables dans la ville de Stuttgart et de financer la préservation du patrimoine architectural local. Les bénéficiaires finaux seront des personnes à bas revenus, dont de jeunes familles, des familles monoparentales, des personnes âgées, des étudiants, des migrants et des réfugiés.	63 200
	WBG Nürnberg GMBH Immobilienuntern	Financement partiel de sous-projets de logement social à savoir la construction de 819 nouveaux logements, la modernisation de logements existants, notamment pour les adapter aux besoins actuels, en améliorer l'accessibilité pour les personnes handicapées et en diminuer la consommation d'énergie et d'eau, et l'acquisition d'immeubles et de terrains. Les bénéficiaires finaux seront des personnes à bas revenus, des personnes âgées, des personnes avec handicap, des étudiants, des parents isolés ainsi que des migrants et des réfugiés.	110 000
Belgique	Communauté Française de Belgique	Investissements dans le secteur de l'éducation de la Communauté française de Belgique à savoir la construction et la rénovation de crèches, d'écoles primaires et secondaires, d'établissements d'enseignement supérieur et des équipements publics destinés à aider les jeunes. Les bénéficiaires finaux seront les élèves et le personnel des établissements éducatifs existants et à construire, parmi lesquels des enfants de migrants et de réfugiés, qui bénéficieront d'installations nouvelles et rénovées et de la création de places supplémentaires.	300 000
Bosnie-Herzégovine	Gouvernement	Investissements dans les équipements du secteur des soins psychiatriques, en particulier la construction de nouvelles installations, la reconstruction et l'adaptation d'équipements endommagés ou temporaires ainsi que la fourniture de matériel médical et professionnel. Les bénéficiaires finaux seront plus de 10 000 patients et membres du personnel médical dans l'ensemble du pays.	11 135
	MKD Mikrofin D.O.O. Banja Luka	Investissements productifs, par le biais de produits de microcrédit, pour soutenir la création et le maintien d'activités génératrices de revenus et le travail indépendant, ainsi que la constitution et le développement de TPE. Les bénéficiaires finaux seront des personnes à bas revenus en Bosnie-Herzégovine, des TPE, en particulier des femmes chefs d'entreprises, des petits agriculteurs et des ménages qui n'ont pratiquement pas accès au crédit bancaire.	5 000
	Procredit Bank D.D. Sarajevo	Investissements dans notamment l'acquisition de biens d'équipement, la construction ou l'agrandissement de locaux commerciaux et industriels ainsi que le financement des besoins en fonds de roulement. Les bénéficiaires finaux seront les salariés des TPE-PME éligibles de tout le pays, qui pourront bénéficier de la création de nouveaux postes de travail permanents ou saisonniers de même que du maintien des emplois actuels.	10 000
Chypre	Gouvernement	Investissements pour améliorer les systèmes d'approvisionnement en eau afin de satisfaire une partie des besoins actuels et futurs en eau potable à Chypre en construisant les infrastructures nécessaires à l'adduction d'eau potable. Le projet bénéficiera directement à environ 400 000 habitants, soit 42% de la population totale.	40 000
Croatie	Banque croate pour la reconstruction et le développement	Projets d'investissements productifs en faveur de TPE-PME ainsi que des investissements destinés à moderniser et à rénover les infrastructures publiques en milieu urbain et rural. Les bénéficiaires finaux seront les employés des TPE-PME et les demandeurs d'emploi à l'échelle de la Croatie, ainsi que les habitants des villes, des municipalités et des régions qui bénéficieront de l'amélioration des infrastructures et des services publics.	200 000
Espagne	Junta de Comunidades de Castilla La Mancha	Financement partiel de la contribution de Castilla La Mancha du Fonds européen de développement économique et régional (ERDF) 2014-2020 et des Programmes de développement rural (PDR) 2014-2020. Le prêt financera partiellement, en particulier, les investissements qui stimulent le développement économique durable et inclusif de la région, ainsi que des investissements renforçant la compétitivité du secteur agricole. Les bénéficiaires finaux seront les citoyens de la région de Castilla la Mancha qui bénéficieront d'une meilleure qualité de vie par la création d'emplois, l'accès aux nouvelles technologies et l'amélioration de la qualité de l'environnement.	150 000
	Nuevo MicroBank	Financement partiel de prêts de Nuevo MicroBank à de très petites entreprises et à des particuliers, au moyen de microcrédits destinés à des entreprises et de microcrédits familiaux, afin de soutenir la création d'emplois et d'accroître la cohésion sociale. Les bénéficiaires finaux seront des entrepreneurs, de très petites entreprises et des migrants et leurs familles se trouvant en situation vulnérable en Espagne et qui n'ont pas ou presque pas accès aux prêts bancaires.	100 000

En milliers d'euros

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant
Estonie	Pohja-Eesti Regionaalhaigla - North Estonia Medical Centre (NEMC)	Construction d'un nouveau bâtiment de la clinique psychiatrique, qui se trouve sur le campus médical NEMC à Tallinn, pour remplacer le complexe existant obsolète. Les bénéficiaires finaux seront environ 3 200 patients hospitalisés et 85 000 patients en ambulatoire par an, qui bénéficieront d'une meilleure qualité, d'une plus grande sécurité et d'un meilleur accès aux services et aux traitements psychiatriques. De plus, 415 employés et étudiants en médecine bénéficieront de conditions de travail, d'études et de recherche améliorées.	25 000
Finlande	Ville de Turku	Prêt supplémentaire destiné à un projet approuvé en 2018 pour le financement partiel des investissements dans les infrastructures municipales, qui prévoit la construction de bâtiments supplémentaires et la rénovation d'installations existantes. La Facilité de financement du secteur public (PFF) bénéficiera à une grande diversité de personnes : enfants, jeunes, familles, étudiants, enseignants, usagers des équipements municipaux, personnes âgées, personnes avec handicap et personnes âgées vivant dans des résidences avec services.	50 000
France	Institut Pasteur de Lille	Travaux de rénovation des bâtiments et infrastructures existants de l'Institut Pasteur de Lille (IPL), dont les travaux de construction et de gros œuvre, l'enlèvement de l'amiante, l'amélioration des normes en matière d'incendie, d'énergie et de protection de l'environnement ainsi que l'achat d'équipement. Les bénéficiaires finaux directs seront 326 employés de l'IPL, ainsi que 420 employés, stagiaires, personnels de santé d'autres établissements et personnel de soutien. De plus, les patients du Centre Prévention Santé Longévité bénéficieront également du projet.	21 200
	Métropole d'Aix-Marseille-Provence	Investissements destinés à moderniser le système et le réseau du métro de Marseille. Les investissements portent notamment sur le matériel roulant, les systèmes de pilotage automatique et la rénovation et la modernisation des stations, du bâti et des quais. Les bénéficiaires finaux seront les quelque 2 millions d'habitants de la métropole d'Aix-Marseille-Provence, ainsi que les nouveaux usagers qui auront accès au réseau du métro et bénéficieront de l'amélioration de la qualité, de l'efficacité et de la sécurité du métro.	100 000
	Syndicat des Eaux d'Ile-de-France	Investissements dans le cadre de deux composantes : le renouvellement partiel du réseau de distribution d'eau potable et la construction d'une unité de traitement membranaire par osmose inverse à basse pression (OIBP). Les bénéficiaires finaux seront les habitants des communes d'Île-de-France, qui bénéficieront de l'amélioration de la distribution et de la qualité de l'eau. La région dans son ensemble et les usagers bénéficieront de la préservation des ressources en eau potable ainsi que de la baisse de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre.	100 000
Géorgie	JSC ProCredit Bank	Investissements de TPE et de PME y compris l'acquisition d'immobilisations corporelles, la construction ou l'agrandissement de locaux commerciaux et de fonds de roulement. Les bénéficiaires finaux seront les salariés des TPE-PME éligibles ainsi que les demandeurs d'emploi de tout le pays, qui profiteront de la création d'emplois saisonniers et permanents et au maintien d'emplois existants.	25 000
Grèce	Gouvernement	Rénovation et modernisation d'infrastructures de prévention des inondations dans certaines zones urbaines ou péri-urbaines sélectionnées, pour protéger les populations, les équipements, l'environnement, le patrimoine culturel et les biens de production contre les crues importantes. Les bénéficiaires finaux seront les habitants des zones à haut risque de crue situées dans les régions urbaines et péri-urbaines de l'Attique, de la Macédoine centrale et du Péloponnèse.	70 000
Irlande	Housing Finance Agency PLC	Construction de logements présentant une bonne efficacité énergétique et mise aux normes de logements sociaux locatifs existants sur l'ensemble du territoire de la république d'Irlande au cours de la période 2019-2022. Les bénéficiaires finaux seront des familles à faibles revenus bénéficiant de prestations sociales, comme les familles monoparentales, les personnes âgées, les personnes handicapées et les personnes sans-abri.	150 000
Italie	Cassa Depositi e Prestiti S.p.A.	Investissements dans des sous-projets visant à améliorer, moderniser et renforcer la sécurité des infrastructures scolaires, en particulier la prévention des accidents et des dommages causés par les séismes. Les bénéficiaires finaux seront les élèves et les enseignants du système scolaire à travers l'Italie, qui bénéficieront d'infrastructures scolaires rénovées et sécurisées, ainsi que d'une capacité accrue grâce à l'agrandissement des bâtiments existants.	300 000
	Municipalité de Gênes	Investissements pour répondre aux besoins budgétaires de la municipalité de Gênes sur la période 2019-2021, conformément à son programme stratégique, en mettant l'accent sur les investissements visant la stratégie de résilience récemment approuvée par la municipalité. Les bénéficiaires finaux seront les habitants de la municipalité de Gênes, ainsi que la population du territoire métropolitain et les touristes.	50 000
	Région de Ligurie	Investissements répondant aux priorités stratégiques de la région, en particulier un système intégré de sécurité urbaine, la requalification urbaine et l'entretien d'infrastructures et d'installations urbaines existantes, ainsi que des mesures visant à protéger les sols et à assurer la protection de la population et des investissements ayant pour but de moderniser les services administratifs. Les investissements réalisés bénéficieront à une grande partie de la population de Ligurie, dans les zones urbaines aussi bien que dans les zones rurales.	70 000
Lituanie	Kaunas City Municipality	Investissements pour la construction de nouveaux équipements, la restauration, la rénovation ou l'agrandissement de bâtiments existants, et des équipements, installations et infrastructures correspondantes inscrits au budget de la Ville. Le projet bénéficiera au final à une grande partie des habitants de la ville de Kaunas et de la région périurbaine, notamment aux enfants et aux élèves des établissements éducatifs, au public des manifestations culturelles et aux usagers des installations sportives.	25 000

En milliers d'euros

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant
Lituanie	Gouvernement	Investissements dans des projets d'amélioration de l'efficacité énergétique et des travaux de rénovation d'immeubles d'appartements ce qui permettrait une baisse de la consommation d'énergie et une réduction des coûts de chauffage, une diminution de l'impact sur l'environnement et une amélioration des conditions de vie de la population. Les bénéficiaires finaux seront les habitants, y compris les ménages à faible revenu, vivant dans des immeubles d'appartements en Lituanie.	100 000
Moldova (République de)	Procredit Bank	Financement d'investissements éligibles réalisés par des TPE-PME qui sont actives dans divers secteurs, comme le commerce de gros et de détail, l'agriculture et la production manufacturière. Les bénéficiaires finaux seront les salariés des TPE-PME éligibles ainsi que les demandeurs d'emploi de tout le pays, qui tireront profit des nouvelles perspectives d'emplois permanents ou saisonniers ainsi que de la préservation des emplois existants.	10 000
	Gouvernement	Prêt supplémentaire pour le pénitencier de Chișinău, projet approuvé en 2013 qui financera partiellement l'augmentation des coûts totaux. Les bénéficiaires finaux seront principalement les détenus, qui bénéficieront de meilleures conditions de détention, et les agents pénitentiaires, qui bénéficieront de meilleures conditions de travail.	10 000
Monténégro	Gouvernement	Construction, reconstruction et rénovation d'un total de sept structures d'éducation préscolaire, dont quatre seront situées dans la capitale Podgorica et trois dans les communes de Berane, de Bijelo Polje et de Plav, au nord du pays. Les bénéficiaires finaux seront quelque 1 675 enfants dans la tranche d'âge 0-6 ans, qui auront accès à des installations préscolaires modernes et de qualité, ainsi que des enfants handicapés, qui seront scolarisés dans des écoles ordinaires et intégrés au cycle d'enseignement.	10 000
		Prêt supplémentaire pour un projet approuvé en 2018 pour financer en partie des investissements visant à donner accès au logement à des ménages à revenu faible à moyen. Les groupes cibles prioritaires seront de jeunes couples, des ménages comportant des personnes handicapées, des fonctionnaires ainsi que des ménages à faible revenu.	10 000
Pays-Bas	Cooperatieve Rabobank U.A.	Prêt supplémentaire destiné à un projet approuvé en 2016 pour le financement partiel d'investissements pour la construction ou reconstruction d'équipements médicaux et sanitaires, tels que des cabinets médicaux, des centres de soins et des bureaux, et achat de nouveaux équipements, et la construction ou reconstruction d'équipements éducatifs tels que des bâtiments scolaires et des bureaux, et achat de nouveaux équipements. Le prêt plurisectoriel (CSL) bénéficiera au final à de larges catégories de population, en particulier à des médecins, des patients, des personnes âgées, des enseignants et des élèves, y compris à des personnes avec handicap et présentant des besoins particuliers.	150 000
	Nationaal Energiebes-paarfonds (NESFF)	Prêt supplémentaire destiné à un projet approuvé en 2018 pour le financement partiel de projets d'investissement dans l'efficacité énergétique, ainsi que du projet pilote (School ESL), dans le secteur d'intervention Protection de l'environnement. Les bénéficiaires finaux seront les propriétaires et les associations de propriétaires qui pourront obtenir un accès facile à un financement préférentiel pour des mesures d'efficacité énergétique réduisant leur consommation d'énergie et, donc, leurs dépenses de ménage. En outre, les élèves et les enseignants bénéficieront d'une augmentation de la durabilité des bâtiments scolaires grâce à des mesures d'économie d'énergie.	150 000
	Qredits	Prêt supplémentaire pour un projet approuvé en 2017 pour le financement partiel de microcrédits ou de prêts aux PME pour des entrepreneurs qui n'ont pas accès au secteur financier classique. Les bénéficiaires finaux seront des entrepreneurs de tous les Pays-Bas, y compris des migrants et des femmes défavorisées, qui bénéficieront de la croissance économique et de l'emploi.	10 000
Pologne	Ville de Varsovie	Financement partiel (par le biais de la Facilité de financement du secteur public - PFF) d'investissements communaux pour la construction du nouveau musée d'art moderne et la construction, l'agrandissement et la modernisation de deux hôpitaux, y compris l'achat de nouveaux équipements, dans les arrondissements Ursynów et Bielany. Le projet bénéficiera, au final, à une grande partie des habitants de la métropole de Varsovie, qui auront une meilleure qualité de vie du fait d'une offre culturelle enrichie et d'une plus grande disponibilité de services de santé de qualité.	86 047
	Pekao Leasing	Financement partiel, sous forme de crédits-bails ou de prêts, d'investissements éligibles de TPE et de PME qui sont actives dans toute une série de secteurs, comme la construction, le commerce de gros et le commerce de détail, l'industrie y compris manufacturière. Les bénéficiaires finaux seront les salariés des TPE-PME éligibles ainsi que les demandeurs d'emploi de tout le pays, qui profiteront d'opportunités d'emploi.	100 000
	Région de Świętokrzyskie	Financement partiel d'investissements dans le développement d'infrastructures de transport efficaces, la fourniture de services de santé améliorés ainsi que l'amélioration des infrastructures culturelles et touristiques. Les bénéficiaires finaux seront les habitants de la région de Świętokrzyskie, en particulier les usagers des routes et les cyclistes, le personnel et les visiteurs des établissements socioculturels ainsi que les patients et le personnel médical, qui bénéficieront d'équipements de santé améliorés dans toute la région.	34 286
	SG Equipment Leasing Polska	Financement partiel, sous forme de crédits-bails, d'investissements éligibles de TPE et de PME qui sont actives dans toute une série de secteurs, comme la construction, le commerce de gros et le commerce de détail et l'industrie y compris manufacturière, de tout le pays, afin de promouvoir la création d'emplois permanents et saisonniers et de préserver les emplois existants. Les bénéficiaires finaux seront les salariés des TPE-PME éligibles ainsi que les demandeurs d'emploi de tout le pays.	120 000

En milliers d'euros

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant
République slovaque	Vub Banka	Investissements pour la construction ou l'agrandissement de locaux commerciaux et à l'acquisition de capital fixe et de biens d'équipement ainsi qu'à la construction et la rénovation d'équipements collectifs en milieu urbain et rural. Les bénéficiaires finaux seront les employés des TPE-PME et les demandeurs d'emploi dans toute la République slovaque qui profiteront de la création et du maintien des emplois, ainsi que les habitants des communes et des régions qui bénéficieront de projets de construction, de modernisation et de rénovation.	50 000
République tchèque	Brno Waterworks and Sewerage	Financement partiel d'investissements consacrés à la reconstruction et à l'extension de la ligne de traitement des boues de la station d'épuration des eaux usées de Brno-Modřice. Les bénéficiaires finaux seront les habitants de la région élargie autour de Brno, constituant la majorité des habitants de la région de Moravie du Sud, qui profiteront des améliorations apportées à la collecte et au traitement des eaux usées.	35 000
	SG Equipment Finance Czech Republic s.r.o.	Investissements productifs à des TPE-PME et des sous-projets visant la revitalisation et la modernisation d'équipements publics en milieu urbain et rural. Les bénéficiaires finaux seront les salariés des TPE-PME éligibles ainsi que les demandeurs d'emploi de tout le pays, qui profiteront de la création et du maintien des emplois, ainsi que les habitants des communes et des régions qui bénéficieront de projets d'investissement, essentiellement dans le domaine des transports, dans toute la République tchèque et la République slovaque.	150 000
Roumanie	UniCredit Leasing Corporation IFN SA	Investissements, par le biais de crédits-bails ou de prêts, dans des biens de production et équipements liés aux sous-projets éligibles, entrepris par des TPE-PME, afin de soutenir les activités principales des bénéficiaires notamment les achats de véhicules à moteur, machines et équipements, bureaux et espaces de production. Les bénéficiaires finaux seront les employés des TPE-PME et les demandeurs d'emploi dans toute la Roumanie.	150 000
Serbie	Gouvernement	Financement partiel de la construction d'un nouveau bâtiment de l'Hôpital universitaire pour enfants à Belgrade afin d'augmenter sa capacité et inclure de nouvelles technologies de diagnostic et de traitement, des installations de chirurgie robotique, une surveillance plus sophistiquée des patients et de nouveaux domaines du diagnostic thérapeutique. Les bénéficiaires finaux seront les habitants de Serbie, en particulier les jeunes patients, ainsi que le personnel hospitalier et étudiants en médecine, qui bénéficieront directement de l'amélioration de la qualité et de l'accès aux services et établissements de santé publics.	54 000
		Rénovation partielle et mise en œuvre de mesures prioritaires pour protéger la qualité de l'eau et réduire les pertes dans une soixantaine de réseaux municipaux d'adduction dans toute la Serbie, et la construction de plusieurs usines de traitement des eaux usées et des réseaux d'assainissement correspondants. Les bénéficiaires finaux seront les quelque 2 millions d'habitants d'une soixantaine de communes de Serbie, qui bénéficieront de l'amélioration de la qualité de l'eau potable et de sa distribution, ainsi que d'une diminution de la pollution de l'eau et d'une plus grande résilience des services d'assainissement et de distribution d'eau face au changement climatique.	200 000
		Travaux de rénovation énergétique de quelque vingt-huit immeubles de l'État à Belgrade afin d'accroître leur performance énergétique et d'améliorer la sécurité incendie et leur accessibilité. Les bénéficiaires finaux seront les quelque 7 000 agents de l'État travaillant dans les bâtiments des administrations centrales à Belgrade et les 15 000 visiteurs quotidiens.	40 000
	Unicredit Bank Serbia JSC	Financement partiel d'actifs fixes, des biens de production et des besoins en fonds de roulement éligibles dans le but de contribuer à la création et au maintien d'emplois permanents et saisonniers en facilitant l'accès des TPE-PME serbes aux financements. Les bénéficiaires finaux seront les salariés des TPE-PME éligibles qui n'ont pas ou presque pas accès au crédit bancaire, ainsi que les demandeurs d'emploi dans toute la Serbie.	30 000
Suède	Ville de Stockholm	Financement partiel (par le biais de la Facilité de financement du secteur public - PFF) d'investissements éligibles dans 72 sous-projets d'infrastructure (35 écoles maternelles et 37 écoles primaires). En particulier, le prêt financera partiellement la construction de 36 nouveaux établissements d'enseignement et la restauration, la rénovation ou l'extension de 36 établissements existants. Les bénéficiaires finaux seront les enfants des écoles maternelles et des écoles obligatoires des établissements d'enseignement actuels et futurs, y compris les enfants de migrants et de réfugiés, dans les 14 quartiers de Stockholm. Ils bénéficieront d'établissements neufs et rénovés, ainsi que de la création de 18 000 places supplémentaires.	200 000
Turquie	Gouvernement	Reconstruction et mise aux normes d'écoles publiques et d'hôpitaux, y compris les coûts de gestion du projet, dans le cadre du Projet de réduction du risque sismique et de préparation aux situations d'urgence à Istanbul (ISMEP). Les bénéficiaires finaux sont les habitants d'Istanbul, en particulier les plus vulnérables, dont l'existence est soumise à la menace permanente de futurs tremblements de terre. Plus de 30 000 enfants, étudiants et enseignants devraient bénéficier directement de ce prêt.	100 000
TOTAL			**3 982 867 226**

Notes au lecteur

■ Dénomination

Depuis sa création en 1956, la Banque a connu trois dénominations successives. Depuis le 1er novembre 1999, elle est connue sous le nom de CEB – Banque de Développement du Conseil de l'Europe.

■ États membres

Au 31 décembre 2019, la Banque compte 41 États membres : Albanie, Allemagne, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kosovo, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Moldova (République de), Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Saint-Siège, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie.

■ Statuts

Les premiers statuts ont été adoptés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 16 avril 1956 (résolution (56)9). Les nouveaux statuts, adoptés par le Comité des Ministres le 16 juin 1993 (résolution (93)22) sont entrés en vigueur le 18 mars 1997 après leur ratification par l'ensemble des États membres.

■ Pays cibles

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord, Malte, Moldova (République de), Monténégro, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovénie et Turquie.

■ Projet approuvé

Projet présenté au Conseil d'administration qui en a approuvé le financement.

■ Prêt décaissé

Prêt effectivement versé au bénéficiaire.

■ Tranche de prêt

Le financement est versé par tranches, selon l'avancement des travaux, jusqu'au montant du plafond autorisé par le Conseil d'administration.

■ Engagement de financement

Fraction de projets encore en attente de financement, pour lesquels un contrat-cadre a été signé.

■ Compte de dividendes sociaux (CDS)

Abondé pour l'essentiel de la part approuvée par les actionnaires des revenus annuels de la Banque affectés à ce compte, il est utilisé pour financer les subventions destinées aux projets à impact social élevé. Celles-ci peuvent prendre la forme de bonifications d'intérêt, d'aide à l'assistance technique, de garanties de prêt ou de contributions.

■ Encours de prêts

Montant total des prêts décaissés et non encore remboursés.

■ Capital souscrit

Titres de participation émis par la CEB et souscrits par ses membres.

■ Capital appelé

Capital total payé et à payer.

■ Capital appelable

Différence entre le capital souscrit et le capital appelé.

Crédits photos :

Couverture : Maica - Manon Allard - Ewa Olek ; p. 2-3 : Lynnebeclu - p. 5 : Sylvie Dupic ;
p. 10-11 : Fatcamera - Rozdemir01 ; p. 12-13 : Jens Thillerup; Te Yapr; p. 14-15 : Gilles Paire - Andrey Popov ;
p. 16-17 : lucamato - Oktay Ortakcioglu ; p. 18-19 : Baona - Monkeybusinessimages ;
p. 20-21 : Alexander Farnsworth - Nattrass ; p. 22-23 : Brizmaker - Middelveld ; p. 24-25 : Lubos - Francesco Cantone ;
p. 30 : Jacob Ammentorp Lund ; p. 33 : RHP; p. 34-35 : City of Malmö - IOM Albanie ; p. 36-37 : CEB - Slobodan Miljevic ;
p. 38-39 : Viktoriia Novokhatska - Scott Biales - CEB - CEB ; p. 40-41 : Ozgur Guvenc - Aida Koric; p. 42 : Lev Dolgachov ;
p. 46 : Courtney Keating ; p. 48 : Sylvie Dupic

ISSN : 1563-2598 • Production : Carré communication

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55, avenue Kléber
FR-75116 PARIS - FRANCE
Tél. : +33 (0)1 47 55 55 00
Fax : +33 (0)1 47 55 03 38
Swift : CEFPFRPP
www.coebank.org